



**QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE  
SUR LES FEMMES**

Distr.  
GÉNÉRALE

Beijing (Chine)  
4-15 septembre 1995

A/CONF.177/20/Add.1  
27 octobre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/CHINOIS/  
FRANÇAIS

---

RAPPORT DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES\*

(Beijing, 4-15 septembre 1995)

Additif

TABLE DES MATIÈRES

Annexes

	<u>Page</u>
I. LISTE DES DOCUMENTS . . . . .	2
II. DÉCLARATIONS LIMINAIRES . . . . .	5
III. ALLOCUTIONS DE CLÔTURE . . . . .	40
IV. DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE CONCERNANT LE SENS GÉNÉRAL DU TERME "GENDER" . . . . .	55

---

\* Le présent document contient les annexes I à IV du rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. L'ensemble du rapport sera publié sous forme de publication des Nations Unies destinée à la vente.

Annexe I

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Cote</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.177/1	Ordre du jour provisoire
A/CONF.177/2	Règlement intérieur provisoire : note du Secrétariat
A/CONF.177/3	Questions d'organisation et de procédure : note du Secrétariat
A/CONF.177/4	Deuxième opération d'examen et d'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme : note du Secrétariat
A/CONF.177/5	L'étude mondiale de 1994 sur le rôle des femmes dans le développement : note du Secrétariat
A/CONF.177/6	Mise à jour de la publication "Les femmes dans le monde : des chiffres et des idées" : note du Secrétariat
A/CONF.177/7	Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
A/CONF.177/8	Conclusions des conférences régionales et d'autres conférences internationales : note du Secrétariat
A/CONF.177/9	Mesure dans laquelle les questions intéressant les femmes ont été incluses dans les activités des mécanismes des Nations Unies compétents dans le domaine des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général
A/CONF.177/10	Rapport préliminaire présenté par le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et conséquences, et Plan d'action pour l'élimination des pratiques traditionnelles nuisibles qui affectent la santé des femmes et des enfants : note du Secrétariat
A/CONF.177/11	Lettre datée du 2 septembre 1995, adressée au Secrétaire général par la Présidente de la quatrième Conférence ministérielle des pays non alignés consacrée au rôle des femmes dans le développement
A/CONF.177/12	Note du Secrétariat transmettant la décision 18/6 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

<u>Cote</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.177/13	Programme d'action : note du Secrétaire général
A/CONF.177/14	Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
A/CONF.177/15	Note du Secrétaire général concernant le rapport du Secrétaire général sur la situation en ce qui concerne la libération des femmes et des enfants pris en otage dans les régions en proie à des conflits armés
A/CONF.177/16	Lettre datée du 12 septembre 1995, adressée à la Secrétaire générale de la Conférence par le chef de la délégation chinoise à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, transmettant la Déclaration parlementaire de Beijing, adoptée le 7 septembre 1995 par les participants à la Journée des parlementaires, organisée par l'Union interparlementaire à l'occasion de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes*
A/CONF.177/17	Note verbale datée du 12 septembre 1995, adressée à la Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes par l'Ambassade d'Azerbaïdjan à Beijing
A/CONF.177/18	Note verbale datée du 14 septembre 1995, adressée au secrétariat de la Conférence par la délégation française à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
A/CONF.177/19	Lettre datée du 14 septembre 1995, adressée au Secrétaire général par l'Ambassadeur de Turquie auprès de la République populaire de Chine
A/CONF.177/L.1	Projet de programme d'action et propositions en vue de l'élaboration d'un projet de déclaration : note du Secrétaire général
A/CONF.177/L.2	Rapport du Groupe de contact informel sur le terme "gender" : note du Secrétariat
A/CONF.177/L.3	Rapport sur les consultations officieuses tenues par la Présidente de la Commission de la condition de la femme : note du Secrétaire général

---

\* Le chef de la délégation égyptienne a de même envoyé une lettre demandant à ce que la Déclaration parlementaire de Beijing soit distribuée comme document de la Conférence.

A/CONF.177/L.4	Rapport sur les consultations préalables tenues au Centre international de conférences de Beijing
<u>Cote</u>	<u>Titre ou description</u>
A/CONF.177/L.5 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1, Add.4 et 5, Add.5/Corr.1, Add.6, Add.6/Corr.1, Add.7, et 8, Add.8/Corr.1, Add.9, Add.9/Corr.1, Add.10 et 11, Add.11/Corr.1, Add.12, Add.12/Corr.1, Add.13, Add.13/Corr.1, Add.14, Add.14/Corr.1, Add.15, Add.15/Corr.1, Add.16 et 17, Add.17/Corr.1 et Add.18 à 21	Rapport de la Grande Commission
A/CONF.177/L.6	Incidences sur le budget-programme des recommandations contenues dans le Programme d'action : état présenté par le Secrétaire général en application de l'article 15 du règlement intérieur de la Conférence et de la section IV de la résolution 46/189 de l'Assemblée générale
A/CONF.177/L.7 et Add.1 (Parties I et II)	Projet de rapport de la Conférence
A/CONF.177/L.8	Remerciements au peuple et au Gouvernement de la République populaire de Chine : projet de résolution présenté par les Philippines au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77
A/CONF.177/L.9	Déclaration et Programme d'action de Beijing : projet de résolution présenté par les Philippines au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77
A/CONF.177/INF/1 et Corr.1	Informations à l'intention des participants

Annexe II

DÉCLARATIONS LIMINAIRES

Déclaration de M. Boutros Boutros-Ghali,  
Secrétaire général de l'Organisation des  
Nations Unies\*

C'est par des paroles de bienvenue que je commencerai mon discours : je vous souhaite la bienvenue à tous, et forme mes vœux les plus sincères pour le succès de vos délibérations et de vos travaux.

Je tiens ensuite à exprimer mes remerciements : au nom de la communauté internationale et de nous tous qui sommes présents ici aujourd'hui, je remercie le Gouvernement et le peuple chinois de leur généreuse et chaleureuse hospitalité.

C'est chose à la fois appropriée et importante que ce soit la Chine qui accueille cette historique Conférence mondiale.

La Chine est, bien sûr, membre permanent du Conseil de sécurité. Elle participe donc aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En nous accueillant tous ici cette semaine, la Chine montre clairement qu'elle entend jouer pleinement son rôle au sein de la communauté internationale, dans toute la gamme de ses travaux les plus importants. Pour moi, par conséquent, cette conférence ouvre une ère nouvelle de relations solides entre la Chine et l'ONU.

Cet événement est un jalon important sur la route de l'avenir. La Chine possède les ressources, tant humaines que naturelles, nécessaires pour contribuer substantiellement au progrès dans le monde. Elle a la capacité de participer activement et avec enthousiasme aux efforts déployés par l'Organisation pour assurer le développement durable, en particulier en Afrique.

Sans le plein et actif appui de la Chine et sa participation, l'ONU ne peut être véritablement une tribune universelle. La décision de la Chine d'accueillir cet important événement de la vie contemporaine symbolise le rôle qu'elle jouera dans l'avenir du monde – et celui de toutes les nations d'Asie au sein de la communauté internationale.

Vous voudrez bien, Madame la Présidente, transmettre à tout le peuple chinois notre message de remerciements et de gratitude.

Je tiens aussi à remercier les délégations des États Membres. La présente Conférence est le fruit de longues années de dur labeur préparatoire. Je sais les gros efforts qu'il vous a fallu consentir pour en assurer le succès.

---

\* Cette déclaration a été prononcée par le Représentant spécial du Secrétaire général au nom de ce dernier.

Il convient également de remercier les organisateurs de la Conférence. Nous remercions en particulier la Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Mme Gertrude Mongella, et son équipe de collaborateurs.

La présente Conférence mondiale est unique en son genre : elle confère une universalité nouvelle, et par là une légitimité nouvelle, aux délibérations de la communauté internationale. On trouve réunie ici une assemblée, riche et variée, de gouvernements, de groupements féminins, et d'organisations de la société civile.

L'on voit apparaître ici, dans toute sa diversité et son dynamisme, le nouveau partenariat de la vie internationale qui s'est forgé entre organisations gouvernementales et non gouvernementales. L'on y voit de même s'affirmer le rôle nouveau des organisations de la société civile en tant qu'acteurs sur la scène internationale.

L'efficacité de nos travaux – tant ici aujourd'hui que demain – dépendra dans une très grande mesure de notre ouverture d'esprit face aux idées et suggestions venant de ces organisations.

Notre réunion est historique, non seulement du fait du nombre et de la variété de ses participants, mais aussi en raison du sujet de nos débats.

Assurer l'égalité des hommes et des femmes, en droit et en fait, voilà le grand projet politique du XXe siècle. L'ONU s'est vu confier un rôle crucial dans la réalisation de cet objectif. Nous nous trouvons réunis ici pour porter cette noble entreprise vers le XXIe siècle et au-delà : consolider les acquis juridiques, bâtir à partir des acquis politiques, et nous engager résolument à l'action.

À mesure qu'approche le nouveau millénaire, nous voyons, si nous jetons un regard en arrière, un siècle où des changements sociaux et politiques sans précédent se sont produits sur notre planète. Aucun pays, aucun peuple, n'est resté à l'écart de ces grands bouleversements. D'aucuns en ont déjà tiré la conclusion que le XXe siècle était une sombre période de l'histoire de l'humanité. Nul ne peut nier que ses guerres et ses luttes se sont caractérisées par une grande violence et par d'énormes souffrances. Mais de ces souffrances est né un esprit nouveau – un esprit d'espoir – et la ferme détermination de changer les choses.

La fondation de l'Organisation des Nations Unies, il y a 50 ans, est l'une des concrétisations de cet esprit nouveau. Il y a 50 ans, le monde a jeté un regard sur son passé, pour déterminer les leçons à en tirer, et les erreurs à éviter, après le cataclysme de la guerre mondiale. En même temps, le monde a regardé vers l'avenir, non pas seulement pour reconstruire une communauté internationale dévastée, mais pour bâtir un monde nouveau, un monde meilleur.

Reconnaître la dignité et la valeur des femmes, ainsi que leur contribution, au même titre que les hommes, à la vie dans tous ses aspects, devait être un élément essentiel de ce monde meilleur.

Ainsi, dans la Charte des Nations Unies, les États ont pris un clair engagement en faveur des droits de la femme :

"... à proclamer de nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes..."

C'était là davantage qu'une déclaration de nobles idéaux concernant le monde de demain. C'était un engagement à assurer que les hommes et les femmes seraient dotés et jouiraient des mêmes droits. Et – à l'encontre de tout autre engagement pris dans la Charte – il s'agissait là d'un engagement mesurable.

Cet engagement a aussi ouvert des voies nouvelles d'autres façons. S'il a été inclus dans la Charte, c'est parce que des organisations non gouvernementales de femmes ont oeuvré avec des représentants de gouvernements pour l'y faire figurer.

L'épouse du Président des États-Unis d'Amérique d'alors – Mme Eleanor Roosevelt – a joué un rôle décisif dans ce processus.

Dès sa fondation même, l'ONU a activement encouragé les États Membres à honorer cet engagement.

Au tout début, de 1945 à 1962, l'ONU s'est surtout efforcée d'assurer l'égalité entre les sexes en droit. En 1946, l'Assemblée générale a créé la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme. La Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée en 1948. C'est ainsi que l'ONU a cherché à établir la base juridique de l'égalité entre les sexes énoncée dans la Charte.

Au cours de la deuxième phase, de 1963 à 1975, la communauté internationale a commencé à reconnaître l'importance du rapport entre développement et promotion de la femme. Les travaux de l'Organisation se sont concentrés notamment sur la réalité économique et sociale de la vie quotidienne des femmes. C'est en 1967 qu'a été adoptée la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

En 1975, la première Conférence mondiale sur la condition de la femme a été convoquée à Mexico et a proclamé 1975 Année internationale de la femme. Elle a aussi permis de dégager un thème en trois volets : égalité, développement et paix. Ce thème a servi de base aux travaux de l'Organisation dans les années qui ont suivi, et sert de même de base à nos travaux aujourd'hui.

Entre 1976 et 1985, l'ONU a observé la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui constituait la troisième phase des travaux de l'Organisation en faveur des femmes. C'est au cours de cette période que l'on a commencé à prendre conscience du fait crucial que les femmes sont des agents actifs qui contribuent au processus de développement.

L'année 1979 a marqué une étape décisive : c'est l'année où l'Assemblée générale a adopté la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, premier instrument juridique international

à définir la discrimination à l'égard des femmes. En d'autres termes, il s'agissait d'une déclaration des droits fondamentaux de la femme. On y soulignait en outre l'importance qu'il y avait à agir, notamment dans les domaines de l'emploi et de l'éducation, pour veiller à promouvoir les droits des femmes dans les faits aussi bien que dans les textes.

Les grandes conférences tenues lors de la Décennie de la femme – Copenhague en 1980, Nairobi en 1985 – ont constitué une tribune où les organisations de femmes pouvaient influencer sur l'orientation des travaux de l'ONU. C'est aussi au cours de la Décennie que l'on s'est entendu sur la nécessité de prendre des mesures pratiques pour améliorer la vie des femmes.

L'adoption des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme jusqu'en l'an 2000 représente un autre jalon dans l'histoire de la promotion de la femme. On y trouve des directives sur les mesures à prendre au niveau national pour encourager la participation des femmes aux efforts visant à promouvoir la paix, et l'éducation pour la paix. On y souligne tout spécialement les mesures visant à aider les femmes se trouvant dans des situations particulièrement difficiles.

Au cours des 10 dernières années, nous avons assisté à une quatrième phase de l'activité de l'ONU en faveur des femmes. Toute une série de conférences mondiales ont oeuvré pour définir le nouvel ordre du jour mondial. Ces conférences ont mis à l'évidence le fait qu'aucun progrès n'est possible sans la pleine participation des hommes et des femmes, sur un pied d'égalité, qu'il s'agisse de promotion de la paix, de protection de l'environnement, de développement durable, de droits de l'homme, de population, de santé, d'éducation, ou d'administration des affaires publiques, tant au foyer que dans la société civile.

En 1990, le Sommet mondial pour les enfants a fixé des objectifs pour la santé, l'éducation et la nutrition des femmes et des enfants.

Le rôle des femmes dans la protection de l'environnement et la promotion du développement durable a été reconnu à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro, où l'on a considéré que les femmes avaient un rôle de premier plan à jouer dans la mise en oeuvre d'Action 21.

La Conférence des droits de l'homme de Vienne a réaffirmé l'universalité des droits de la personne humaine, étant entendu que les femmes devraient exercer les mêmes droits que les hommes sur un pied d'égalité.

La Conférence internationale du Caire sur la population et le développement a reconnu le rôle central des femmes dans ces deux domaines. Les textes qui y ont été adoptés par consensus traduisent un concept de droits génésiques solidement ancré dans les instruments relatifs aux droits de l'homme. On y énonce également le lien entre autonomisation des femmes et développement.

Le Sommet mondial pour le développement social, réuni à Copenhague en 1995, a adopté une Déclaration et Programme d'action. L'un des principes au centre de

ces textes était la pleine intégration et participation des femmes à l'oeuvre en faveur du développement social et à l'élimination de la pauvreté.

Aujourd'hui, nous célébrons 50 ans d'efforts incessants, sous l'impulsion de l'Organisation des Nations Unies, pour promouvoir la cause des femmes.

L'un des thèmes de notre conférence est l'égalité. L'égalité devant la loi est acquise dans nombre de pays, mais l'égalité de fait demeure un objectif difficile à atteindre dans tous les pays. L'égalité en matière de dignité est loin d'avoir été atteinte, et la discrimination fondée sur le sexe est encore très répandue. Il faut encore agir véritablement et concrètement pour assurer l'égalité des chances dans l'éducation, l'égalité d'accès aux services de santé, à l'emploi et au pouvoir politique.

Par rapport aux hommes, les femmes travaillent des journées plus longues, pour un salaire moindre, dans des emplois de statut inférieur, dans pratiquement tous les pays. Sur le 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté dans le monde, 70 % sont des femmes. Les femmes et les enfants dont elles ont la charge forment la majorité des 23 millions de réfugiés et des 26 millions de personnes déplacées dans leur propre pays dans le monde.

Lorsque la Charte a été signée, aucun État n'avait élu de femme chef d'État ou de gouvernement. Depuis, il y en a eu 24 en tout. Mais le chemin à parcourir est encore bien long avant que nous ayons obtenu l'égalité entre hommes et femmes aux postes supérieurs du gouvernement.

En 1994, 25 États n'avaient pas de femme ministre. En tout, il n'y a que 5,7 % de femmes dans les cabinets ministériels du monde. Dans aucun pays ne trouve-t-on de majorité de femmes parmi les membres élus du parlement.

Il y a quelques exceptions : en Suède, il y a parité entre hommes et femmes aux postes ministériels. Les Caraïbes sont la seule région où il y ait plus de 20 % de femmes à des postes supérieurs de l'administration publique.

À l'ONU même, l'on enregistre quelques progrès. En tant que Secrétaire général, j'ai nommé des femmes à la tête de plusieurs programmes des Nations Unies, ce qui nous amène à un total de cinq femmes chefs de secrétariat.

L'Assemblée générale a pris récemment une mesure historique en élisant la première femme juge à la Cour internationale de Justice.

J'ai donné des instructions claires pour que les objectifs de la Charte en ce qui concerne l'égalité entre les sexes soient strictement suivis. J'ai approuvé des plans d'action au sein de l'Organisation visant à instaurer un milieu de travail non sexiste et pour veiller à ce que l'Organisation tienne compte des questions d'équité entre les sexes dans tous ses travaux.

Le rôle des femmes dans la promotion de la paix est un autre thème de notre conférence. Dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies, les femmes demeurent une ressource essentiellement inexploitée. Ces missions devraient être conçues de façon à tirer parti du potentiel extraordinaire des femmes dans des situations de crise.

La violence à l'égard des femmes semble être en hausse. C'est là un phénomène que la communauté internationale tout entière doit condamner fermement et à l'unanimité.

Selon des études nationales effectuées dans 10 pays, entre 17 % et 38 % de femmes ont été l'objet de voies de fait de la part d'un partenaire. On estime à 100 millions le nombre de petites filles ayant subi une mutilation génitale.

Un plus grand nombre de femmes souffrent de nos jours directement des effets des guerres et des conflits que cela n'a jamais été le cas dans l'histoire. L'on assiste à une tendance déplorable vers l'humiliation organisée des femmes, notamment le crime de viol collectif.

Nous chercherons activement à susciter une action juridique internationale contre ceux qui commettent des violences organisées contre les femmes en période de conflit.

Autre thème de notre conférence : le développement. La communauté internationale a reconnu l'énorme potentiel que représentaient les femmes en tant qu'agents de consensus et de changement pacifique. La tâche ici est de mobiliser l'énergie, les idées et les compétences des femmes, non seulement pour rebâtir des sociétés déchirées par la guerre, mais aussi pour promouvoir des conditions propices au développement économique et social en général.

Le fardeau qui pèse sur les femmes rurales dans les pays en développement est bien connu. L'ONU a convoqué, à Genève, en 1992, la première Conférence internationale sur les femmes rurales et le développement. Nous devrions pouvoir dire de nos efforts de développement que non seulement le développement est nécessaire aux femmes rurales, mais aussi que ce qui est bon pour les femmes rurales est bon pour le développement.

Cette perception a gagné en ampleur et est à présent beaucoup mieux comprise. Les femmes – leur vie, leur rôle, leurs aspirations – sont la clef du développement dans toutes ses dimensions. Toutes les femmes du monde doivent pouvoir jouir effectivement de l'égalité, du développement et de la paix. Lorsque les droits et les espoirs des femmes dans tous ces domaines progresseront, la société humaine tout entière y gagnera.

La présente Conférence est un jalon dans l'histoire de l'oeuvre de l'ONU en faveur des femmes. Elle est l'aboutissement d'une série de conférences mondiales, et elle englobe les questions traitées à toutes ces conférences. Elle est aussi un appel à l'action.

Le Programme d'action est un programme exhaustif et ambitieux. Il présente une approche intégrée et une vaste gamme de questions. On y retrouve toutes les préoccupations – économiques, sociales, culturelles et politiques – du système des Nations Unies.

À mesure que nous progressons, le partenariat entre gouvernement et société civile devient plus crucial. Mais le Programme d'action ne deviendra réalité que si ce partenariat s'étend dès à présent à l'action concrète.

Ni les décrets gouvernementaux ni les actes isolés de petits groupes de citoyens ne suffiront pour concrétiser le Programme d'action. Gouvernements et citoyens doivent travailler de concert. Le partenariat doit être mobilisé à tous les niveaux : la famille, la communauté locale, et l'État.

Le gouvernement peut rassembler les ressources. La société civile peut mobiliser tous ses membres. Le thème du mouvement – "penser à l'échelle mondiale, agir à l'échelle locale" – est plus approprié que jamais.

On se rend de plus en plus compte que les comportements – tant ceux des individus que ceux des institutions – doivent changer pour tenir compte des droits et des besoins réels des femmes.

N'oublions pas que les progrès que nous réalisons sont mesurables, et qu'ils seront mesurés. Les générations à venir nous en demanderont compte. Elles chercheront des signes concrets prouvant que la Conférence de Beijing, en 1995, a été réellement suivie d'action. Ne les décevons pas. Ne nous décevons pas nous-mêmes. Ensemble, il nous faut passer des paroles aux actes. Il nous faut embrasser la cause des femmes de la planète.

Déclaration de Chen Muhua, Vice-Présidente du Comité permanent  
de l'Assemblée populaire nationale de Chine et Présidente de  
la Conférence

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer ma reconnaissance pour la confiance que vous m'avez faite en m'élisant présidente de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. J'en suis extrêmement honorée mais l'énorme responsabilité liée à cette charge ne m'échappe pas. Pour être digne de votre confiance, je ne ménagerai aucun effort pour collaborer avec les délégations de tous les pays et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer le succès de la Conférence. Dans l'intervalle, je compte sur votre appui et vos conseils.

En 1985, j'ai assisté, à la tête de la délégation chinoise, à la troisième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Nairobi, où, avec les représentantes des autres pays, nous avons examiné les moyens d'améliorer la condition de la femme et, ensemble, établi un document très important, les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme. Ce fut pour moi une expérience particulièrement passionnante.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, à la veille du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies et à l'approche d'un nouveau siècle, nous sommes réunis ici à Beijing pour préparer la Déclaration et le Programme d'action de Beijing visant à accélérer l'application des Stratégies de Nairobi afin de réaliser notre objectif commun de l'égalité entre les sexes.

Le monde dans lequel nous vivons a subi de profonds changements au cours des 10 dernières années. Si la paix et le développement demeurent les deux tâches communes à l'ensemble de la planète, l'amélioration de la condition de la femme est devenue un objectif clef. Si la paix, la stabilité et le développement économique sous-tendent les progrès concernant la condition de la femme, l'égalité de statut et la participation des femmes constituent une garantie importante pour le maintien de la paix et le développement. C'est pourquoi, lorsque nous élaborerons notre stratégie pour l'avenir, il nous faut garder à l'esprit le thème de la Conférence qui est aussi notre objectif commun : lutte pour l'égalité, le développement et la paix.

Il est réjouissant que grâce aux efforts conjugués de l'Organisation des Nations Unies, des gouvernements et des organisations non gouvernementales, des progrès encourageants aient été accomplis dans la promotion de l'égalité entre les sexes et que les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans différents secteurs de la vie sociale. L'importance du rôle des femmes et de leurs droits a été réaffirmée avec vigueur au cours des dernières années lors de grandes réunions internationales comme la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Conférence internationale sur la population et le développement et le Sommet mondial pour le développement social. Il ne fait aucun doute que les femmes réclament à grands cris une amélioration de leur condition; c'est l'exigence du temps; c'est l'aspiration de l'humanité.

Malgré les progrès accomplis, nous ne devons pas détourner les yeux de la dure réalité : les divers objectifs énoncés dans les Stratégies de Nairobi n'ont

pas encore été atteints; de plus en plus de femmes vivent dans un état de pauvreté au niveau mondial et beaucoup de femmes et d'enfants continuent de mener un combat inégal contre la faim; le taux d'analphabétisme des femmes reste bien supérieur à celui des hommes et nombreuses sont les jeunes filles qui sont contraintes de quitter l'école pour des raisons diverses; sans accès aux soins de santé de base, nombreuses sont les femmes qui restent exposées à la menace de maladies; dans certaines régions, les femmes et les enfants sont désormais le principal groupe des victimes de conflits armés constants; la violence contre les femmes, et notamment la violence domestique, n'a pas disparu. Bien souvent, au lieu d'être respectés, les droits des femmes sont violés et bafoués. Ce sont là autant d'obstacles de taille à l'amélioration de la condition de la femme dans le monde.

La mission qui est la nôtre à cette conférence est noble, mais aussi ardue. J'espère que tous les participants rechercheront un terrain d'entente tout en mettant de côté leurs différences, dans l'unité et la coopération étroite afin de traduire dans les faits le thème de cette conférence : lutte pour l'égalité, le développement et la paix.

Dans cinq ans, nous serons au XXI<sup>e</sup> siècle. Une tâche historique pèse sur nos épaules à nous tous, moi-même y compris, qui sommes ici présents. Les femmes de tous les pays et de toutes les régions du monde ont les yeux tournés vers nous, dans le ferme espoir que la communauté internationale et les gouvernements prendront un engagement solennel et le traduiront dans des actes concrets, de façon que cette conférence contribue à accélérer l'amélioration de la condition de la femme dans le monde entier. Ouvrons de concert pour répondre aux aspirations ardentes du monde entier.

Déclaration de Gertrude Mongella, Secrétaire générale  
de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Nous voici donc enfin à Beijing pour participer à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, conférence qui est extraordinaire à plus d'un titre. Elle a suscité beaucoup d'intérêt et donné lieu à d'intenses débats au niveau mondial, entre hommes et femmes, jeunes et vieux, dans tous les pays. Elle a réuni la plus vaste assemblée qui ait jamais assisté à une conférence des Nations Unies, quel qu'en soit le thème. Tout porte à croire qu'une véritable révolution sociale se prépare.

Cette conférence a été marquée par des préparatifs intensifs qui ont consisté en débats et consultations entre gouvernements et organes non gouvernementaux aux niveaux national, régional et international. Chaque étape a marqué un progrès vers la réalisation d'un consensus. Notre volonté d'agir va maintenant être soumise à une épreuve finale, sous la forme de notre Programme d'action.

Ce programme est une tapisserie à l'échelle mondiale, tissée par des femmes, des hommes et des jeunes, au moyen de fils provenant de toutes les nations, races et religions, sans distinction. Cette oeuvre a été confectionnée avec soin, objectivité et application grâce aux diverses consultations, conférences et réunions qui ont été organisées aux niveaux national, régional et international. Le Programme est un document destiné au monde, mais pour les femmes, il constitue leur document car il donne corps aux aspirations, aux espoirs et aux actions qui nous guideront dans le XXI<sup>e</sup> siècle. En fait, le Programme concerne chacun de nous. C'est un programme de travail social d'une importance capitale qui touche toute l'humanité et il ne peut y avoir spectateurs passifs ni déserteurs.

C'est pourquoi j'engage toutes les femmes qui participent à cette conférence et au Forum des ONG, non seulement à représenter leurs gouvernements et les organisations non gouvernementales, mais aussi à militer activement dans la lutte que nous avons engagée il y a de très nombreuses années. Comme je l'ai indiqué à l'ouverture du Forum des ONG, des millions de femmes nous ont fait confiance et nous ne devons pas les décevoir.

J'aimerais insister sur quelques points saillants qui se sont dégagés des préparatifs de la Conférence de Beijing.

Premièrement, il importe d'envisager les questions intéressant les femmes d'une manière holistique et de les aborder dans le cadre des préoccupations globales touchant la société et le développement. Il ne sera pas possible de réaliser un développement durable sans asseoir le partenariat des femmes et des hommes dans tous les aspects de la vie. Les femmes ont toujours lutté au côté des hommes pour l'abolition de l'esclavage, la libération des pays du colonialisme, le démantèlement de l'apartheid et l'instauration de la paix. Il revient maintenant aux hommes de lutter au côté des femmes pour réaliser l'égalité.

Deuxièmement, de par la nature universelle des questions intéressant les femmes, chacune de ces questions doit impérativement recueillir toute l'attention qu'elle mérite.

Troisièmement, il importe de prendre conscience du lien entre les générations qui est propre aux femmes, ainsi que de l'effet cumulatif, étant donné que les problèmes restant en suspens s'aggravent généralement par la suite.

Enfin, depuis la première Conférence sur les femmes qui a eu lieu à Mexico il y 20 ans, les femmes ont appris que si elles veulent réaliser l'égalité, elles doivent compter sur elles-mêmes. Personne ne prendra pour elle les mesures requises au nom d'un principe abstrait d'égalité. Les femmes ont procédé à des recherches et ont elles-mêmes fait l'objet de recherches. Les statistiques sont beaucoup trop sombres dans plusieurs domaines clefs tels que la pauvreté, l'éducation et l'analphabétisme, la santé, la violence contre les femmes, les affaires publiques et la politique et les droits fondamentaux. Les données statistiques et les faits qui sont actuellement bien connus montrent à l'évidence que les femmes sont mal loties par rapport aux hommes. Le dernier numéro de la série Les femmes dans le monde, qui vient de paraître pour 1995, le mois dernier, montre clairement les changements qui sont intervenus et les obstacles qui restent à surmonter.

Cette dernière décennie du XXe siècle sera décisive et la solidarité qui nous réunit aujourd'hui dans nos expériences communes, sans distinction de race, de couleur ou de religion, devrait nous faire entrer dans le XXIe siècle, forts de la vision, de l'imagination et du dynamisme qui pourront transformer nos vies ainsi que celles de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous avons toujours dit que les femmes et les hommes devaient oeuvrer de concert si l'on veut que le monde entre dans le nouveau siècle dans la sécurité et avec succès. Il nous faut aussi assurer la participation des jeunes. Ils sont notre espoir et notre avenir et la société ne pourra qu'en bénéficier.

Notre programme doit porter sur l'élimination de l'analphabétisme, de la maladie, de la pauvreté, du chômage et de la violence, ainsi que sur la promotion de la participation aux décisions et de l'émancipation. Il doit être axé sur des mesures propres à éliminer la discrimination, la marginalisation et l'exclusion sociale.

Le fondement du changement est là; ce qui manque, c'est la volonté qui fera que les mesures voulues seront prises pour opérer le changement. Si on fait le détail des faits et statistiques, il apparaît sans aucun doute possible qu'il faut agir pour modifier le statu quo. Ce n'est qu'en agissant que l'on pourra aller de l'avant. Il n'y a pas d'autre solution.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes doit susciter des engagements à agir, ainsi que des engagements à allouer des ressources, aux niveaux national et international. Telle est la mission de la Conférence de Beijing. Il revient à chaque gouvernement de fixer les priorités, de préciser les ressources qu'il affectera et d'annoncer les mesures qu'il prendra pour assumer ses responsabilités envers les femmes du monde entier. Cette conférence doit sauvegarder les acquis et les accords conclus lors de conférences

précédentes et dépasser les paroles pour agir dans le sens d'un véritable changement.

Il me faut conclure en posant les questions suivantes au sujet d'un problème qui me tient à coeur, ainsi qu'à de nombreuses autres femmes :

- Pendant combien de temps les femmes continueront-elles de peiner pour contribuer à l'achat d'armes?
- Pendant combien de temps les femmes continueront-elles de donner la vie pour qu'elle soit enlevée par la force des armes?
- Et pendant combien de temps le monde continuera-t-il d'ignorer les larmes que versent les femmes pendant les conflits armés?

Ce programme d'action ne verra pas le jour tant que la question de la paix n'aura pas été réglée comme il convient.

Déclaration de Benazir Bhutto, Premier Ministre du Pakistan

Je remercie au nom du Pakistan le Gouvernement et le peuple chinois qui ont accueilli la Conférence et je suis profondément touchée par la chaleur et la générosité de leur hospitalité.

Je rends spécialement hommage au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à Mme Gertrude Mongella, Secrétaire générale de la Conférence, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'organiser cette réunion.

Le monde traverse aujourd'hui une grave crise morale, marquée par l'injustice et l'inaction, le silence et l'acquiescement. Cette crise est le résultat de siècles d'oppression et de répression dont les générations successives ont été victimes. La Conférence transcende donc le domaine de la politique et de l'économie et traite d'une question morale fondamentale. Elle constitue une occasion véritablement historique. Quarante mille femmes environ se sont réunies pour exiger la reconnaissance de leurs droits, assurer à leurs filles un avenir meilleur et mettre fin aux préjugés qui privent encore beaucoup d'entre nous de leur place légitime dans la société.

En cette occasion solennelle, je m'adresse à vous non seulement en tant que Premier Ministre mais en tant que femme et mère – une femme qui est fière de son héritage culturel et religieux et qui est consciente des obstacles qui, dans presque toutes les sociétés, empêchent encore les femmes d'accéder à la justice et à une participation pleine et entière.

Première femme élue à la tête d'une nation islamique, je me sens investie d'une responsabilité spéciale pour toutes les questions intéressant les femmes et à l'égard de toutes les femmes. En tant que femme musulmane, je me sens spécialement tenue de dénoncer la propagande d'une poignée de gens, qui prétendent que l'islam accorde aux femmes un statut de deuxième catégorie. Cela est faux. Aujourd'hui, le monde musulman peut s'enorgueillir d'avoir trois premiers ministres femmes, que les électeurs et les électrices ont choisies pour leurs qualités en tant que citoyennes et en tant que personnes et non en tant que femmes. Notre élection a renversé le mythe construit par un tabou social selon lequel la place de la femme est au foyer et le fait pour une femme musulmane de travailler est honteux ou déshonorant et socialement inacceptable. Notre élection a donné aux musulmanes du monde entier la force morale d'affirmer qu'il est socialement correct pour la femme de travailler et de suivre notre exemple de femmes et de mères qui travaillent.

Les femmes musulmanes doivent s'attacher tout particulièrement à ce que l'on fasse la distinction entre les enseignements de l'islam et les tabous sociaux forgés par les traditions d'une société patriarcale.

C'est une distinction que les obscurantistes voudraient effacer. Les obscurantistes croient à la discrimination, qui est le premier pas vers la dictature et l'usurpation du pouvoir.

Le mois dernier, le Pakistan a accueilli la première conférence de femmes parlementaires du monde musulman. C'était la première fois dans l'histoire de l'islam que des femmes qui travaillent et des représentantes élues se

rencontraient et parlaient d'une même voix. Assistant ainsi à la rencontre de plus de 100 déléguées venues de 35 pays musulmans, j'ai ressenti un immense sentiment de fierté car nous pouvions compter les unes sur les autres pour nous prêter force et soutien, dans l'univers tout entier et dans tous les continents, et pour affronter ceux qui s'opposent au renforcement du pouvoir d'action des femmes.

Aujourd'hui, je ressens le même sentiment de fierté : nous nous sommes réunies à Beijing, ancienne capitale d'une ancienne civilisation, pour déclarer que nous ne sommes pas seules dans notre lutte pour renforcer notre pouvoir d'action, que nous sommes ensemble dans les divers continents à rechercher l'estime de soi, la valeur personnelle et le respect qui nous est dû au sein de la société. En faisant la distinction entre les enseignements de l'islam et les tabous sociaux, nous devons nous souvenir que l'islam interdit toutes les formes d'injustice : l'injustice envers les peuples, envers les nations et envers les femmes. Il interdit la discrimination entre les individus fondée sur la race, la couleur de la peau et le sexe. Il proclame la piété comme seul critère pour juger l'humanité. Il traite les femmes comme des êtres humains à part entière, et non comme des objets. La femme peut hériter, divorcer, recevoir une pension alimentaire et obtenir la garde de ses enfants. Il y a parmi les femmes des intellectuelles, des poètes, des juristes; certaines d'entre elles ont même fait la guerre.

Le livre sacré des musulmans mentionne le règne d'une femme, la reine de Sabah; il vante sa sagesse et décrit son pays comme une terre d'abondance. C'est une femme travaillant à l'extérieur que le prophète a pris pour épouse. Et la première personne qui s'est convertie à l'islam était une femme : elle s'appelait Bibi Khadija.

Le prophète Mohamed a condamné sans appel l'infanticide des filles dans l'Arabie pré-islamique et mis fin à cette pratique. On lit dans le Coran :

Lorsqu'on annonce à l'un d'eux  
la naissance d'une fille,  
son visage s'assombrit,  
il suffoque,  
il se tient à l'écart, loin des gens,  
à cause du malheur qui lui a été annoncé.  
Va-t-il conserver cette enfant, malgré sa honte,  
ou bien l'enfouira-t-il dans la poussière?  
— leur jugement n'est-il pas détestable? —  
(Sourate Les Abeilles, versets 57, 58 et 59)

Cela est encore vrai aujourd'hui. Combien de femmes sont encore gardées dans leur famille où elles vivent dans la honte, marquées par l'opprobre et la culpabilité. Il est tragique de constater que la pratique pré-islamique de l'infanticide des filles existe encore dans un monde que nous considérons comme moderne et civilisé. Les filles sont souvent les victimes de l'avortement ou sont abandonnées à leur naissance. Les statistiques montrent que les hommes sont désormais nettement plus nombreux que les femmes dans plus de 15 pays d'Asie. Les garçons sont désirés. Ils sont désirés parce qu'on estime qu'ils valent plus que les filles. Ils le sont pour des raisons d'amour-propre : ce

sont eux qui perpétuent le nom de leur père. Et pourtant nous oublions trop souvent que le jour du jugement dernier, chaque musulman sera appelé non par le nom de son père, mais par celui de sa mère. Pour faire plaisir à son mari, l'épouse désire un fils. Pour que son mari ne l'abandonne pas, une femme désire un fils. Et trop souvent, lorsqu'une femme attend une fille, elle encourage son mari à abandonner l'enfant ou elle se fait avorter, privant de la vie une enfant innocente et parfaitement constituée.

Alors que nous sommes réunies ici, des pleurs de filles montent jusqu'à nous.

Cette conférence doit ouvrir la voie qui permettra la création d'un climat dans lequel les filles seront les bienvenues au même titre que les garçons, où elles seront considérées comme ayant autant de valeur que les garçons.

Alors que je présidais l'Association sud-asiatique de coopération régionale, cette association a proclamé 1989 Année de la petite fille. Six ans plus tard, les fillettes restent tout aussi vulnérables, non pas à cause de la religion dans le cas du Pakistan, mais à cause des préjugés sociaux.

Les droits que l'islam accorde aux femmes musulmanes ont trop souvent été bafoués. Et les droits des femmes sont niés dans le monde entier, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Dans le monde entier, les femmes sont victimes de violences au sein de leur famille. Si une femme ne quitte pas son foyer, c'est souvent parce qu'elle n'a aucun endroit où aller. Parfois, elle reste et accepte la violence dont elle victime dans l'intérêt de ses enfants.

Nous avons lancé au Pakistan une campagne de sensibilisation contre la violence dans la famille, qui est menée avec l'aide des médias et dont le but est d'informer les femmes que la violence dans la famille est un crime et de prévenir les hommes qu'ils peuvent être punis s'ils s'en rendent coupables.

Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont souvent torturées, non seulement par les hommes, mais par les femmes de leur belle-famille, parce qu'on veut obtenir des avantages financiers de leur famille. Parfois, le mari – ou des membres de sa famille – tue son épouse pour pouvoir à nouveau prendre femme et recevoir une dot. Le système de la dot est un fléau social contre lequel nous devons élever la voix et alerter l'opinion.

Les femmes ne sont pas seulement victimes de violences physiques, elles sont aussi victimes de violences verbales. Souvent, emportés par la colère et la frustration, les hommes tiennent contre les femmes un discours grossier et vulgaire. Malheureusement, les femmes utilisent aussi dans certains cas un langage grossier pour dénigrer d'autres femmes.

Nous devons donc travailler ensemble pour changer non seulement l'attitude des hommes, mais aussi celle des hommes et des femmes.

Les femmes sont victimes d'une culture d'exclusion et de domination masculine. Aujourd'hui, plus de femmes que d'hommes souffrent de la pauvreté, des privations et de la discrimination. Un demi-milliard de femmes sont

analphabètes. Soixante-dix pour cent des enfants qui n'ont pas accès à l'enseignement élémentaire sont des filles. Au Pakistan, nous faisons porter nos efforts sur l'éducation primaire des filles pour corriger ce déséquilibre. Nous nous attachons à former des enseignantes et à créer des possibilités d'emploi pour les femmes.

Je suis fermement persuadée qu'une femme ne peut prendre sa vie en mains et faire ses propres choix que si elle est financièrement indépendante. Et une femme ne peut pas accéder à l'indépendance financière si elle ne peut pas travailler.

La discrimination contre les femmes ne commencera à s'atténuer que lorsque les femmes seront instruites et auront un emploi.

Si mon père ne m'avait pas fait faire des études ou s'il ne m'avait pas donné des moyens financiers personnels, je n'aurais pas été en mesure d'assurer ma subsistance et de lutter contre la tyrannie et je n'aurais pas été invitée aujourd'hui à prendre la parole devant vous.

Pour que la valeur de la petite fille soit reconnue, pour que l'épouse puisse dire non à la violence dans la famille, il faut que nous reconnaissons l'obligation spéciale qui nous incombe de créer des emplois pour les femmes. C'est pour cette raison que nous avons créé en 1989 au Pakistan une banque des femmes. Il s'agit d'une banque gérée par des femmes, pour des femmes, dans le but de les aider à créer leurs propres entreprises, à parvenir ainsi à l'indépendance financière et à être alors en mesure de faire leurs propres choix. Aujourd'hui, cette banque compte 23 agences qui viennent en aide au Pakistan aux femmes qui travaillent.

Dans toutes nos grandes villes, des entreprises sont gérées par des femmes : boulangeries, restaurants, boutiques, entreprises de décoration intérieure. Les Pakistanaises sont désormais autorisées à participer aux manifestations sportives internationales. En 1997, nous allons accueillir dans notre pays les deuxièmes Jeux olympiques pour les femmes musulmanes. Des installations sportives spéciales sont créées pour encourager les femmes pakistanaises à faire du sport.

En outre, les Pakistanaises jouent un rôle important dans la lutte contre l'explosion démographique. Cent mille femmes reçoivent une formation pour réduire les taux de croissance de la population et faire baisser les taux de mortalité infantile. Lorsque je me rends dans des villages où sévit la pauvreté et où il n'y a pas d'eau potable, je me réjouis lorsque je vois une travailleuse sanitaire, une femme qui travaille dans un environnement aussi misérable. Car je suis convaincue que nous ne pourrions vaincre la pauvreté, la déchéance, l'analphabétisme et la superstition que lorsque nous aurons fait les investissements qui permettront à nos femmes de travailler, dans ces villages éloignés où le temps semble s'être arrêté, et où l'on se sert de boeufs et non pas de tracteurs pour cultiver la terre, où les femmes sont affaiblies par des naissances trop nombreuses, où les filles sont moins bien nourries que les garçons, car elles ne mangent que les restes, où les villageois travaillent nuit et jour avec leur femme et leurs enfants pour se procurer une maigre pitance, où les inondations et les pluies diluviennes détruisent les récoltes et les

maisons, où la pauvreté rôde et fait des victimes avec une cruauté à laquelle nous ne pourrions mettre fin que lorsque nous accepterons la double réalité du contrôle démographique et du renforcement du pouvoir d'action des femmes. Et c'est ici que l'Organisation des Nations Unies et son Secrétaire général jouent un rôle critique.

Quelques sceptiques doutent de l'utilité d'une conférence mondiale sur les femmes. Je ne partage pas leur point de vue. Cette conférence montre que les femmes ne sont pas oubliées, que le monde s'intéresse à leur sort. Elle est une démonstration de solidarité envers les femmes. Elle nous convainc de la nécessité de contribuer, chacune à notre manière et par tous les moyens possibles, à la lutte contre l'oppression, la répression et la discrimination à l'encontre des femmes. La tâche à accomplir est considérable, mais chaque décennie apporte avec elle de légères améliorations.

Dans ma jeunesse, les femmes de ma famille restaient au village, enfermées dans leur maison. Aujourd'hui, nous allons toutes en ville ou à l'étranger.

Dans ma jeunesse, les femmes de ma famille portaient le voile – le burqa – qui les couvrait de la tête aux pieds et elles ne se rencontraient que lors des mariages ou des enterrements, seules occasions où elles pouvaient sortir de chez elles. Aujourd'hui, la plupart des femmes ne portent que le duppatta ou le chadar et peuvent sortir librement.

Dans ma jeunesse, une jeune fille ne pouvait se marier que si un cousin était disponible, car les biens devaient rester dans la famille. Aujourd'hui, les jeunes filles peuvent épouser des hommes qui n'appartiennent pas à la famille.

Dans ma jeunesse, le cousin en question prenait presque toujours une deuxième épouse. Aujourd'hui, les femmes ne s'attendent pas à ce que leur mari épouse une autre femme. La polygamie, qui était la règle, est devenue l'exception.

Dans ma jeunesse, les femmes n'étaient pas instruites. J'ai été la première fille de ma famille à aller à l'université et à aller à l'étranger pour poursuivre mes études. Aujourd'hui, il est normal que les jeunes filles fassent des études à l'université et à l'étranger lorsque leur famille en a les moyens.

J'ai assisté à de nombreux changements dans le cours de ma vie. Mais j'espère en voir encore bien davantage. Certains de ces changements découleront, je l'espère, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui prévoit l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. J'espère que d'autres changements résulteront de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que le Pakistan a signée le mois dernier. Bien entendu, une résistance se manifeste dans de nombreux milieux. Mais nous sommes décidées à aller de l'avant pour faire du Pakistan un pays où les femmes réalisent tout leur potentiel, faisant ainsi de notre rêve une réalité.

En tant que femmes, nous sommes satisfaites du Programme d'action de Beijing, qui adopte une approche globale sur le renforcement du pouvoir d'action

des femmes. Mais on ne peut s'attendre à ce que les femmes luttent seules contre les forces de la discrimination et de l'exploitation. Je me souviens des vers de Dante qui nous rappelaient que l'endroit le plus brûlant était réservé en enfer à ceux qui restaient neutres en période de crise morale. Aujourd'hui, dans le monde où nous vivons, il ne peut y avoir de neutralité dans la lutte pour la libération des femmes. Mais nous avons appris que la démocratie à elle seule ne suffit pas. La liberté de choix à elle seule ne garantit pas la justice. L'égalité de droit ne vise pas seulement les droits politiques. La justice sociale résulte de la triple association de la liberté, de l'égalité et de la possibilité de choisir :

La justice, c'est la liberté politique.

La justice, c'est l'indépendance économique.

La justice, c'est l'égalité sociale.

Le renforcement du pouvoir d'action n'est pas seulement le droit à la liberté politique. C'est le droit d'être indépendant, d'être instruit et d'avoir la possibilité de choisir. C'est le droit d'être en mesure d'embrasser une carrière productive, de posséder des biens, de participer à des activités commerciales, de prospérer sur la place du marché.

Le Pakistan se réjouit de voir que le projet de Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes s'attache aux domaines critiques qui intéressent les femmes et définit une stratégie concrète pour résoudre leurs problèmes. À notre avis cependant, le Programme d'action devrait traiter de questions telles que les ressources nouvelles et supplémentaires, la dette extérieure, les programmes d'ajustement structurel, les droits des femmes, la protection des femmes victimes de conflits armés et la réalisation du droit à l'autodétermination des territoires qui se trouvent encore sous occupation et domination étrangères. Il devrait aussi contribuer à renforcer le rôle de la famille traditionnelle, car celle-ci est le fondement de la société. La désintégration de la famille provoque la déchéance morale. Il faut mettre fin à cette tendance. Le Programme d'action n'accorde pas une place suffisante à la famille traditionnelle, et cela nous inquiète. Cette faiblesse peut conduire à des interprétations erronées et peut même encourager les adversaires de l'ordre du jour des femmes à en déformer les dispositions.

De grands progrès ont été réalisés. Le fait même que nous nous réunissons à Beijing aujourd'hui représente un très grand pas en avant. Mais de nouveaux nuages apparaissent à l'horizon.

La fin de la guerre froide aurait dû marquer le début de la paix et d'une époque de progrès pour les femmes. Malheureusement, la prolifération des tensions et des conflits régionaux a trahi nos aspirations. Comme dans le passé, les femmes et les jeunes filles ont été les premières victimes de ces conflits, car elles sont les plus faibles et de ce fait les plus exposées aux sévices.

Se servir du viol comme d'une arme de guerre et d'un instrument de nettoyage ethnique est un acte contre nature autant que répréhensible. Les

péripéties de cette longue histoire en différentes régions du globe, y compris à Jammu-et-Cachemire et en Bosnie-Herzégovine, ont ému la conscience de la communauté internationale tout entière.

L'énormité de cette tragédie relègue à la deuxième place toutes les autres questions, pour urgentes qu'elles soient. La Conférence doit donc exprimer son entière solidarité avec nos soeurs et avec nos filles qui sont victimes des conflits armés, de l'oppression et de la barbarie. Ces malheurs doivent être notre première priorité.

Je viens devant vous pour parler des forces qui doivent façonner la nouvelle décennie, le nouveau siècle, le nouveau millénaire. Nous devons façonner un monde d'où l'exploitation des femmes et les mauvais traitements dont elles sont victimes auront disparu, un monde où les femmes auront la possibilité d'accéder aux niveaux les plus élevés dans le domaine de la politique, des affaires, de la diplomatie et dans d'autres domaines, un monde où il n'y aura pas de femmes battues, où l'honneur et la dignité seront protégés en période de guerre et de conflit, où nous jouirons de la liberté et de l'indépendance économiques, où nous serons des partenaires égaux au service de la paix et du développement, un monde qui favorisera le développement économique et l'évolution politique dans des conditions d'égalité, un monde qui sera aussi favorable à la liberté des échanges qu'il le sera à l'émancipation des femmes.

Alors même que nous cataloguons, organisons et, pas à pas, atteignons nos objectifs, ne cessons jamais d'être vigilantes. Les forces de la répression seront toujours prêtes à profiter du moment et à nous refouler vers le passé. Souvenons-nous de ce qu'a dit Goethe, qui déclarait que la liberté doit être édiflée à nouveau et gagnée à nouveau par chaque génération. Nous ne devons pas nous borner à dénoncer le passé. Nous devons changer l'avenir.

Me souvenant de l'observation faite par une de nos collègues parlementaires, le sénateur Barbara Mikulski, à savoir que la démographie c'est la destinée, je crois que le temps, la justice et les forces de l'histoire sont de notre côté. Nous sommes ici à Beijing pour proclamer une nouvelle vision de l'égalité et du partenariat. Faisons de cette vision une réalité dans les plus brefs délais possibles.

Déclaration de Vigdís Finnbogadóttir, Présidente de l'Islande

Je suis très honorée et profondément reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant cette conférence, qui revêt une si grande importance et qui, je pense, restera dans l'histoire pour de nombreuses raisons, dont la moindre n'est pas déjà en soi le fait qu'elle a lieu. Qu'elle ait ou non des effets concrets ou immédiats, ce qui est encourageant c'est de savoir que le travail accompli ici aujourd'hui aurait paru impensable il y a seulement quelques années mais qu'un jour viendra où il apparaîtra rétrospectivement comme une étape naturelle dans la voie du progrès de la civilisation.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes se tient l'année d'un cinquantenaire, celui de la création de l'Organisation des Nations Unies il y a 50 ans, que nous commémorons. En ce lieu où nous nous réunissons aujourd'hui, il n'est pas sans intérêt de rappeler que dans la Chine ancienne, la phrase "Puissiez-vous vivre à une époque intéressante", loin d'être une manière de souhaiter du bien à quelqu'un était en fait une malédiction. À l'heure où nous célébrons ce cinquantenaire, le sentiment de triomphe que nous éprouvons à voir ce que la communauté mondiale a réussi à faire en conjuguant ses efforts est étrangement tempéré. Nous ne pouvons ignorer les tragiques conflits qui continuent de sévir en divers points du globe.

De toute évidence, le cours de l'histoire n'obéit pas aux caprices du calendrier. Néanmoins, notre conférence se tenant en cette année anniversaire, son thème inévitablement rejoint la question plus large de savoir quel visage nous voulons donner à l'Organisation dans les 50 années à venir.

Qu'il soit possible de mettre en parallèle la question du progrès de la femme et celle de la survie de l'humanité sans qu'il s'ensuive une levée de boucliers est une indication on ne peut plus claire du chemin parcouru ces 20 dernières années. La corrélation est même admise comme légitime et opportune, voire indispensable.

Il va de soi qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Dans le traité le plus ancien de la pensée politique occidentale, la République de Platon, Socrate tente d'esquisser ce qui serait l'ordre politique idéal selon la nature. Mais ses amis l'interrompent en lui reprochant d'omettre le rôle des femmes. Socrate avait, dans un premier temps, hésité à admettre l'égalité des femmes dans l'ordre des choses qu'il élaborait, de crainte d'être la risée des autres hommes. Il lui revient alors à l'esprit que les tâches assignées aux femmes dans le nouvel ordre envisagé étaient à une certaine époque considérées comme choquantes et ridicules aussi pour les hommes. Puis la raison, meilleur juge, réussit à vaincre le sentiment d'absurdité.

Sans doute s'agit-il là d'un point de vue d'homme dans une société dominée par les hommes, aussi louable que soit le fait d'avoir admis le concept de l'égalité des femmes. Mais pour les femmes d'aujourd'hui, la démarche inverse est plus proche de la vérité : l'idée qu'elles puissent ne pas jouir de l'égalité nous paraît aussi absurde qu'irrationnelle. Nombreux sont les hommes qui à ma connaissance pensent comme nous.

À la différence de Socrate, peut-être, les architectes actuels d'un avenir meilleur n'ont guère besoin qu'on leur rappelle de tenir dûment compte des femmes, ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux sont des femmes et que leur nombre ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, la plupart des États du globe sont tenus de par leur législation de protéger et défendre les droits fondamentaux des femmes. Et au-delà même de ce cadre juridique, on reconnaît de plus en plus largement la nécessité d'assurer la participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité, dans tous les domaines de la vie privée et de la vie publique.

Les droits de la femme ont cessé d'être une cause marginale "progressiste" pour accéder à l'universalité, grâce en grande partie aux efforts déployés à l'échelle mondiale par des organisations telles que l'ONU.

Au moment où il est si fréquemment reproché à l'Organisation de ne pas être équipée pour relever les défis pressants de l'heure, il convient de rappeler le rôle crucial que l'ONU et les organismes qui lui sont apparentés ont joué en première ligne des efforts déployés pour assurer aux femmes l'égalité d'accès à tous les aspects du développement politique, économique et social. Je voudrais, par conséquent, à cette occasion rendre tout particulièrement hommage aux Nations Unies pour leur rôle à la pointe de ce combat, tout en reconnaissant aussi pleinement la contribution qui a été celle de nombreuses organisations non gouvernementales.

Mais il ne s'agit pas pour nous de nous gargariser de nos exploits. Il nous faut avoir aussi le courage d'admettre franchement nos déficiences les plus patentes. Paradoxalement, le nombre de femmes qui vivent dans la pauvreté a augmenté de façon disproportionnée par rapport à celui des hommes dans la même situation; les femmes aujourd'hui constituent la majorité de la population pauvre de la planète. On le voit dans tous les domaines : santé, éducation et sécurité physique, ainsi que pouvoir et influence politiques et économiques. Sur le plan de l'alimentation et des soins médicaux, les fillettes et les femmes sont souvent moins bien loties que les hommes. Les femmes constituent les deux tiers de la population analphabète du globe, et la majorité des réfugiés et des victimes de la violence. Nombreux sont en outre les pays dans lesquels les femmes sont délibérément tenues à la périphérie de la vie publique, à supposer même qu'elles y soient admises.

Il incombera à la Conférence de remédier concrètement à ces anomalies : non seulement d'en admettre l'existence, mais aussi d'essayer de déterminer d'où elles proviennent et comment elles peuvent être éliminées. Dans les jours qui viennent, la Conférence va examiner des domaines qui revêtent une importance cruciale pour les femmes, et l'espoir est qu'elle adoptera un programme d'action contenant des propositions concrètes.

Toutefois les paroles à elles seules ne doivent pas nous suffire. Il va de soi que la mise en oeuvre des propositions qui seront formulées dépendra dans une large mesure de la volonté politique des gouvernements. Des ressources nouvelles seront peut-être nécessaires pour y parvenir, mais elles ne sont pas une condition sine qua non et leur absence ne doit pas servir d'excuse à l'inaction. Beaucoup de gouvernements ont largement les moyens voulus pour

éviter certains des fléaux dont sont victimes les femmes en particulier. Il est de leur devoir de faire le nécessaire à cette fin.

Tous ensemble, ici, nous nous trouvons dans une situation unique puisque, d'une certaine manière, nous sommes amenés à nous pencher à nouveau sur la Charte des Nations Unies.

À tort ou à raison, la naissance de l'Organisation des Nations Unies a été perçue par beaucoup comme l'aboutissement de la quête éternelle d'une paix durable. La Charte avait pour objectif fondamental l'élimination du fléau de la guerre. Mais elle était sous-tendue par un idéal non moins ambitieux : la volonté d'extirper la source des conflits en oeuvrant au triomphe des droits de l'homme, de la justice et du progrès social. Le fait que ce second idéal a été éclipsé par suite de manoeuvres politiques sur le plan international n'est certainement pas imputable à l'Organisation des Nations Unies. Paradoxalement, la guerre froide et la rivalité Est-Ouest ont amené les grandes puissances à essayer d'imposer une paix durable en cherchant chacune à établir sa supériorité militaire sur les autres. En somme, l'Organisation n'a jamais pu fonctionner comme elle était censée le faire. L'expérience n'a jamais été menée à terme. Ces dernières années, l'Organisation a su s'adapter rapidement aux exigences nouvelles qui se sont fait jour dans le monde de l'après-guerre froide. La série de conférences qui ont eu lieu – Sommet mondial pour les enfants, à New York, Sommet "planète Terre" à Rio de Janeiro, Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne, Conférence internationale sur la population et le développement au Caire et Sommet mondial pour le développement social à Copenhague – a ouvert une voie nouvelle qui a permis à l'Organisation de se libérer du carcan d'une conception de la sécurité mesurée essentiellement en termes militaires. Pour oeuvrer à la paix, nous sommes maintenant en train de forger une conception nouvelle, fondée sur l'idée que la sécurité des individus est à long terme indissociable de la sécurité des États.

C'est en ce sens que nous sommes amenés à nous pencher à nouveau sur la Charte des Nations Unies. Ce faisant, nous redécouvrons une corrélation, inscrite dans la Charte mais négligée, entre le maintien de la paix et l'égalité de droits des hommes et des femmes. Les auteurs de la Charte n'ont pas ajouté après coup les mots "égalité de droits des hommes et des femmes"; ils les ont inscrits au tout début du texte, au deuxième alinéa du Préambule. En portant le flambeau des femmes à Beijing aujourd'hui, et à Istanbul l'année prochaine, lors du Sommet pour la ville, nous montrons au monde entier que les problèmes urgents de la planète, dont l'environnement, l'accroissement démographique et le développement social, touchent autant les femmes que les hommes.

Aux droits correspondent des obligations, et en exigeant que leur soit reconnu dans des conditions d'égalité le droit d'exercer un contrôle sur leur propre vie, les femmes déclarent du même coup qu'elles sont disposées à assumer l'obligation de rechercher conjointement avec les hommes et dans l'intérêt de tous une solution aux problèmes de la planète. En exprimant dans ces termes la cause de l'égalité, nous lui avons conféré une dimension véritablement universelle et avons commencé à envisager pour l'avenir une société d'une qualité différente. Paradoxalement, une telle vision de l'avenir me paraît bien moins impensable que n'aurait semblé il y a 100 ans la notion de l'égalité des

femmes. C'est pourquoi nous avons de bonnes raisons de penser que nous avons vraiment fait du chemin.

Nous sommes venus à Beijing pour promouvoir la cause des femmes. Mais plus encore, nous sommes venus ici comme citoyens de la race humaine conscients de leurs responsabilités et animés de la volonté de créer un monde meilleur pour les générations futures. En chinois, l'idéogramme pour la paix représente un homme et une femme sous un même toit. En remerciant le Gouvernement chinois de la générosité dont il a fait preuve en accueillant une conférence aussi grande où sont réunis des hommes et des femmes du monde entier, je voudrais exprimer l'espoir qu'avant de quitter ce toit nous aurons réussi à apporter une contribution substantielle et durable à la paix mondiale.

Déclaration de Mme Khaleda Zia, Premier Ministre du Bangladesh

Nous sommes réunis ici, à Beijing, pour redire notre attachement à la cause commune de la promotion de la femme. Dans ce berceau d'une civilisation millénaire, je me sens gagnée par l'optimisme, car j'ai le sentiment que les préjugés dont, de tout temps, les femmes ont été l'objet, cèdent enfin et que nous nous rapprochons des objectifs qui nous sont chers entre tous : l'égalité, le développement et la paix.

À n'en pas douter, cette Conférence mondiale de Beijing marquera un tournant décisif dans l'histoire de la lutte des femmes pour l'égalité et la liberté, lutte qui a commencé il y a 20 ans, à Mexico, avec la première Conférence mondiale sur les femmes. C'est pour moi un privilège que de me trouver ici en ce moment historique pour vous faire part de l'entière solidarité du Bangladesh. Je tiens à exprimer la profonde gratitude de mon pays au Gouvernement chinois pour son accueil chaleureux et sa généreuse hospitalité, comme pour la façon remarquable dont il a organisé cette conférence sur le plan pratique. Permettez-moi, Mme la Présidente, de vous adresser mes félicitations à l'occasion de votre élection; je suis convaincue que, sous votre conduite avisée, la Conférence se déroulera sans heurts et réussira à terminer l'examen des nombreuses questions inscrites à son ordre du jour.

Il y a loin de Mexico à Beijing. Le parcours a duré 20 ans. Notre mouvement était imprégné d'une détermination et d'une conviction profondes. Les obstacles qui nous barraient la route étaient formidables, surtout les obstacles psychologiques. Mais la résolution des femmes partout dans le monde était inébranlable.

Une série de conférences ont permis de mieux mettre en lumière nos préoccupations au niveau mondial. Dans chaque pays du monde, encore qu'à des degrés divers, des progrès ont été réalisés. Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi ont été le phare qui a éclairé notre chemin. C'est ainsi que l'écart entre les sexes dans les domaines de l'éducation et de la santé s'est rétréci, que l'espérance de vie des femmes a augmenté notablement, que les taux de mortalité maternelle ont diminué de moitié, que les disparités entre les sexes dans le domaine de l'alphabétisation ont été considérablement réduites.

Ce bilan positif ne saurait toutefois occulter le fait que les femmes vivent toujours dans un monde inégal. Certes, l'accès des femmes à l'éducation et aux soins de santé s'est amélioré rapidement; mais dans de nombreuses parties du monde, les portes des sphères économiques et politiques ne leur sont pas encore complètement ouvertes, comme en témoigne le fait que 70 % des êtres humains vivant dans la pauvreté sont encore des femmes. Lorsqu'il s'agit de l'emploi, des salaires, de l'accès au crédit et de la représentation aux niveaux administratif et politique, les femmes restent défavorisées.

Dans maintes sociétés, la violence et la discrimination à l'égard des femmes sont aussi monnaie courante. Les atrocités et les actes barbares perpétrés contre les femmes de Bosnie nous rappellent hélas, que, même dans l'Europe d'aujourd'hui, la civilisation et la raison sont un vernis en vérité bien mince.

Les trois conférences précédentes sur les femmes ont permis de sensibiliser la communauté internationale à ces questions. Elles ont contribué à convaincre les gouvernements qu'il leur fallait accélérer l'investissement dans l'éducation et la santé des femmes de leurs pays, et à faire respecter les droits des femmes. Le grand défi que la Conférence de Beijing doit relever consiste à élargir les perspectives économiques et politiques des femmes, qui demeurent toujours réduites. C'est à Beijing que notre volonté politique de faire progresser la cause des femmes doit trouver son sens et son expression véritables.

À cet égard, la Conférence doit rappeler trois considérations essentielles pour la promotion de la femme :

Premièrement, il faut améliorer la situation des femmes : c'est là un investissement déterminant pour l'avenir de l'humanité, dont les retombées toucheront à de nombreux domaines. Les femmes représentent une force fondamentale qui contribuera puissamment à éliminer la pauvreté, à poser les jalons d'un avenir durable et à réaliser la paix – aux niveaux régional et mondial.

Deuxièmement, nous devons souligner la nécessité d'établir des relations nouvelles et un partenariat harmonieux entre les hommes et les femmes, les gouvernements et les citoyens, entre tous ceux, enfin, susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes sociaux complexes. La démocratie a élargi la société civile et redéfini les systèmes de valeurs. C'est à une société responsable, à laquelle le gouvernement apporte les appuis indispensables, de prendre désormais le relais.

Enfin, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir et utiliser tous les moyens dont nous disposons pour sensibiliser en permanence l'opinion publique au rôle et à la contribution des femmes.

J'aimerais, si vous permettez, vous faire part de l'expérience de mon pays dans ce domaine. Chacun sait que le Bangladesh connaît les contraintes aussi nombreuses que diverses. Pourtant, notre détermination reste inébranlable. Ces dernières années, nous n'avons épargné aucun effort pour améliorer la condition des femmes. Nous nous sommes efforcés de les rendre plus autonomes, pour qu'elles soient en mesure d'apporter le meilleur d'elles-mêmes au progrès de la société. Nous avons déjà plusieurs réalisations marquantes à notre actif. J'aimerais en évoquer quelques-unes.

Notre Constitution garantit l'égalité entre les sexes dans tous les domaines de la vie nationale. Nous avons des lois qui défendent les droits des femmes. Nous avons créé un ministère spécialement chargé des affaires féminines. Les politiques gouvernementales visent à intégrer les femmes dans les programmes nationaux de développement socio-économique. Un Conseil national pour la promotion de la femme, présidé par le Premier Ministre, a été constitué pour fournir des directives et suivre les activités de tous les ministères dans ce domaine.

Comme on peut le voir, les femmes du Bangladesh ont commencé à jouer un rôle moteur dans la vie politique. Elles participent librement aux élections locales et nationales.

Dix pour cent des sièges leur sont réservés au Parlement, ce qui leur assure une participation minimale aux affaires législatives. De plus, des quotas leur sont attribués dans les services gouvernementaux à tous les niveaux.

Nous encourageons par tous les moyens l'éducation des filles. Le Gouvernement a lancé des projets novateurs pour augmenter leur taux de scolarisation. Parmi ces initiatives, le programme "Nourrir pour éduquer" a été particulièrement efficace. Dans le cadre d'un autre programme, des bourses sont accordées aux étudiantes jusqu'à la classe de seconde. À l'heure actuelle, dans de nombreuses parties du pays, les écoles comptent davantage de filles que de garçons.

Des observateurs impartiaux ont loué les progrès que nous avons également réalisés dans le domaine de la santé. Les services de santé sont devenus beaucoup plus accessibles. L'espérance de vie des femmes est passée de 54 ans en 1985 à 57 ans en 1994. Les taux de mortalité infantile ont été réduits. Les femmes ont été les premières bénéficiaires de la baisse de la croissance démographique, dont le taux est tombé de 2,35 % en 1985 à 1,9 % en 1994.

L'un des progrès les plus marquants est l'augmentation substantielle du nombre des travailleuses tant dans les villes que dans les campagnes. Près d'un million de femmes sont aujourd'hui employées dans la seule industrie de la confection. La politique du Gouvernement consistant à accorder des crédits sans exiger de garantie s'est avérée payante. On estime à plus de 6 millions le nombre de femmes ayant monté de petites entreprises de production ou exerçant des activités lucratives dans les zones rurales.

Le Gouvernement n'a pas été seul à lancer de nombreux programmes novateurs d'autonomisation, d'émancipation et d'emploi des femmes. Des initiatives privées et non gouvernementales sont venues s'ajouter à ses efforts. Bon nombre des organismes en question, notamment la Banque Grameen, comptent à leur actif des réalisations remarquables.

Les sept pays de l'Asie du Sud, réunis dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), ont accordé la priorité absolue aux questions concernant les femmes. À cet égard, je tiens à mentionner la déclaration de l'Association qui a proclamé les années 1991-2000 Décennie de la petite fille, et l'objectif que l'Association s'est fixé d'éliminer la pauvreté absolue, si possible avant l'an 2002. Le fait que trois des sept pays membres de l'Association aient à leur tête des femmes démocratiquement élues donne certainement davantage de sens et de portée aux efforts que nous déployons.

Au Bangladesh, nous nous apprêtons à prendre les mesures stratégiques qui s'imposent et à lancer de vastes programmes d'autonomisation des femmes, dans le cadre du plan de 15 ans qui s'ouvre cette année.

Ainsi, le Bangladesh n'a jamais cessé d'appuyer les buts et objectifs des Stratégies prospectives de Nairobi. Nos réalisations n'ont peut-être pas

toujours été spectaculaires, mais elles témoignent clairement de notre détermination à atteindre ces objectifs.

Au mois de décembre dernier, un document exposant la position commune des pays de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et contenant cinq recommandations importantes a été adressé au secrétariat de la Conférence.

Plus récemment, au mois de juillet, l'Association a tenu à Dhaka une réunion ministérielle sur les femmes. La résolution adoptée à cette réunion met l'accent sur les éléments ci-après :

- Élimination de la pauvreté chez les femmes;
- Survie, protection et développement de la petite fille;
- Adoption de mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes, notamment la traite des femmes et des enfants;
- Égalité d'accès à l'éducation pour les femmes;
- Égalité d'accès aux soins de santé et à la nutrition pour les femmes.

À mon sens, ces recommandations vont bien au-delà du cadre de l'Association et nous espérons qu'elles seront prises en compte dans le Programme d'action qui sera adopté à Beijing.

Nous devrions de même mettre à profit les résultats d'autres réunions régionales et internationales qui se sont tenues récemment et dont les travaux peuvent nous être d'une immense utilité.

Le Programme d'action devra insister sur les valeurs religieuses, culturelles et sociales qui sont essentielles au renforcement des liens familiaux ainsi que de la paix et de la stabilité sociales. Qu'il me soit permis ici de faire observer que les enseignements et les préceptes de l'Islam pourraient apporter une contribution précieuse à la réalisation de nos objectifs communs que sont l'égalité, le développement et la paix.

Notre vision de l'avenir ne doit pas être celle d'un idéal, mais celle d'un monde de justice; nous ne devons pas rechercher l'impossible, mais faire preuve de réalisme. Cette vision deviendra réalité, non pas seulement parce que nous y sommes fermement résolus, mais parce que nous agirons en conséquence. Les initiatives qui seront prises ici à Beijing auront une portée d'autant plus large qu'elles seront ensuite complétées par des mesures concrètes. Nos objectifs doivent être appuyés par un apport continu de ressources. Le monde développé doit donc fournir au monde en développement les ressources nouvelles supplémentaires voulues, sous forme de financement, de savoir-faire technique et de transfert de technologies.

Il convient d'appliquer avec plus de vigueur les politiques de développement arrêtées par les organismes des Nations Unies et d'autres instances internationales. Il convient aussi d'accorder une attention particulière au sort des femmes des pays les moins avancés, dont les problèmes

sont d'autant plus grands que les contraintes qu'elles connaissent sont d'ordre structurel. Il nous faut convaincre la communauté mondiale afin qu'elle renforce les efforts déployés au niveau national par une action internationale. Nous avons la chance de donner la preuve du caractère universel de la fraternité humaine. Saisissons-la.

Le Programme d'action qui sera adopté à Beijing aura, sans nul doute, un impact considérable sur la vie des femmes pour les décennies à venir. Néanmoins, à mon sens, le plus important sera de veiller à ce qu'il débouche sur un mécanisme de suivi qui soit efficace, visible et crédible. À Copenhague, au Sommet mondial pour le développement social, j'ai avancé trois propositions précises. L'une d'entre elles tendait à inviter le Secrétaire général à sensibiliser tous les organismes des Nations Unies au nouvel agenda pour la coopération internationale que nous avons mis en place grâce à une série de conférences historiques tenues à Rio de Janeiro, au Caire, à Copenhague et maintenant, ici, à Beijing.

S'agissant du suivi de la Conférence mondiale de Beijing, j'aimerais avancer trois propositions :

Premièrement, à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra plus tard dans l'année, il conviendrait d'envisager en priorité la création d'un nouveau poste de secrétaire général adjoint aux affaires féminines. Il va sans dire que ce poste devrait être occupé par une femme dont la compétence aurait été reconnue, qui serait chargée de coordonner toutes les activités et programmes relatifs aux femmes, à l'échelle du système des Nations Unies, et plus particulièrement la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing.

Deuxièmement, il faudrait créer une commission des Nations Unies de haut niveau, composée exclusivement de femmes bien connues, qui seraient nommées à titre individuel et pourraient provenir de différents secteurs de la société.

La Commission présenterait des propositions et des programmes concrets visant à faciliter la mise en oeuvre du Programme d'action. Mais, surtout, elle suivrait et évaluerait les travaux de tous les organismes et institutions des Nations Unies concernant les questions relatives aux femmes. Les femmes éminentes qui occupent des postes de haut rang dans les organismes des Nations Unies pourraient également être invitées à siéger à la Commission à titre individuel.

Troisièmement, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre l'initiative d'instituer un prix annuel qui serait décerné à la femme dont les réalisations au cours de l'année écoulée lui vaudraient le titre de "Femme de l'année". La lauréate serait désignée par un jury international composé de personnalités éminentes. Le Secrétaire général pourrait peut-être inviter la Présidente de la Conférence de Beijing à présider le premier jury international.

Ces trois propositions s'adressent avant tout à la communauté internationale, plus particulièrement à des femmes bien connues ayant une vision mondiale. Mais en les examinant, nous ne devons pas oublier les millions de

femmes qui, dans nos pays respectifs, luttent jour et nuit pour améliorer la qualité de leur vie et contribuer, avec leurs modestes moyens, à l'émancipation, au progrès intellectuel et à l'autonomisation des femmes. Des prix nationaux pourraient être institués pour récompenser ces femmes qui, même de manière modeste, ont contribué à promouvoir la cause de la femme dans leurs pays respectifs. Ce faisant, nous nous efforcerons de ne pas perdre de vue la signification de la Conférence mondiale de Beijing sur les femmes, en rendant hommage aux sacrifices et aux contributions d'innombrables générations de femmes avant nous. Nous espérons aussi par notre action inciter notre jeunesse et les femmes des générations futures à envisager l'avenir avec confiance, en ayant conscience de leur valeur, de leur dignité et de leurs potentialités.

J'étais venue à Beijing avec les plus grandes espérances. Je n'en repartirai pas déçue. Au contraire, je rentre plus déterminée que jamais à oeuvrer pour les femmes du Bangladesh, pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour leur bonheur et pour leur bien-être. Il est vrai que la tâche est immense. Mais je sais qu'aujourd'hui, nous avons le monde entier derrière nous. Nous nous entraiderons. Nous nous soutiendrons, nous nous encouragerons mutuellement, pour surmonter les difficultés qui nous attendent. Nous devons réussir. Que dis-je, nous allons réussir.

Déclaration de Mme Speciosa Wandira Kazibwe, Vice-Présidente  
et Ministre ougandaise de la condition féminine et du  
développement communautaire

C'est pour moi un grand honneur de conduire la délégation ougandaise et d'être parmi les premiers orateurs à prendre la parole à cette conférence tant attendue, cette quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui doit préparer l'humanité à construire un monde meilleur au XXI<sup>e</sup> siècle, avec tous les défis que cela suppose.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que tous les membres du Bureau, d'avoir été choisis pour diriger cette conférence mémorable; je suis convaincue que votre expérience et votre grande sagesse nous permettront de mener à bien nos travaux sur tous les points importants inscrits à l'ordre du jour.

Je voudrais également, au nom de ma délégation, remercier sincèrement le Gouvernement chinois des efforts qu'il a déployés pour préparer cette conférence et de l'accueil qu'il nous réserve depuis notre arrivée dans ce merveilleux pays.

Pour préparer la Conférence et élaborer un projet de programme d'action, le secrétariat de la Conférence a dû abattre un travail considérable. Je tiens à féliciter ma soeur, Mme Gertrude Mongella, Secrétaire générale de la Conférence, ainsi que son équipe, pour leur excellent travail de coordination et d'encadrement.

Ma délégation accueille avec satisfaction les initiatives prises au sein du système des Nations Unies en vue de concrétiser et de systématiser l'action en faveur des femmes et se félicite que la dynamique ait été entretenue grâce à l'organisation d'une série de manifestations mondiales centrées sur les préoccupations des femmes et les questions de développement.

Nous accordons une importance particulière à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui contient une série de principes auxquels les États Membres sont invités à se conformer pour ce qui est des questions relatives à la condition de la femme, et à laquelle l'Ouganda a adhéré sans réserve. J'espère de tout coeur que l'enthousiasme des 20 dernières années ne fléchira pas et que nous poursuivrons sur notre lancée jusqu'à ce que l'égalité, le développement et la paix soient devenus réalité.

Les années 90 ont été marquées par une transformation des relations politiques, économiques, sociales et culturelles qui nous a mis face à de nouveaux défis. Les droits et les responsabilités des individus et des États dans des domaines d'intérêt mondial ont été définis et redéfinis lors de diverses conférences et dans diverses conventions. Les mouvements féminins ont joué et jouent encore un rôle important en attirant l'attention sur les questions essentielles et en luttant concrètement pour le renforcement du pouvoir d'action des femmes. Dans tous les débats, le message est clair : le développement humain durable ne sera possible que si l'on s'attaque résolument au déséquilibre qui existe entre les hommes et les femmes.

Dans cette optique, les États, les régions et la communauté internationale ont déployé des efforts concertés pour atteindre les objectifs fixés en 1985 dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

Depuis près de 10 ans, l'Ouganda s'emploie à consolider une paix fragile; aujourd'hui, nous nous engageons sur la voie de la démocratisation et sommes déterminés à protéger les droits fondamentaux des êtres humains, en particulier ceux des femmes.

La position de l'Ouganda à l'égard des femmes est claire et positive. Reconnaisant que les femmes étaient depuis longtemps désavantagées, le Gouvernement a adopté une politique d'action différentialiste grâce à laquelle l'Ouganda peut aujourd'hui se targuer d'une participation féminine record : six femmes occupent des postes de ministres, dont moi-même qui occupe celui de Vice-Présidente, et cinq femmes ont été nommées juges à la Cour suprême. En outre, les femmes représentent 16 % des membres du Parlement et 19 % des membres de l'Assemblée constituante, qui a doté notre pays d'une nouvelle Constitution.

Dans les administrations locales, une représentation minimale de 30 % est garantie à chacun des deux sexes. La présence des femmes est essentielle à la sauvegarde effective de leurs droits.

Pour renforcer encore cette mesure, la Constitution charge une commission de l'égalité des chances de veiller au respect des lois prévoyant une action différentialiste en faveur des femmes et d'autres groupes marginalisés tels que les jeunes et les handicapés.

Notre nouvelle Constitution contient les dispositions suivantes, qui garantissent les droits fondamentaux des femmes et la dignité de la personne humaine :

- Les femmes jouissent de la même dignité que les hommes;
- Les femmes ont droit à un traitement égal à celui des hommes, et notamment à des chances égales dans les domaines politique, économique et social;
- Les femmes ont droit à une action différentialiste destinée à corriger les déséquilibres issus de l'histoire et des coutumes traditionnelles;
- Les lois, cultures, coutumes et traditions qui vont à l'encontre de la dignité, du bien-être ou des intérêts des femmes ou les infériorisent sont anticonstitutionnelles.

Dans le domaine de l'enseignement, le Gouvernement ougandais a adopté des mesures différentialistes afin d'accroître la représentation des femmes à l'université nationale et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur. Le pourcentage de femmes inscrites à l'université est ainsi passé de 25 % à 33 %, ce qui représente une augmentation sans précédent. Dans certains établissements, en particulier les établissements d'enseignement agricole, 50 %

des places disponibles sont réservées aux femmes et le resteront jusqu'à ce que la parité soit atteinte.

Je tiens à souligner que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un mouvement soutenu qui aboutira à la présence d'une masse critique de femmes aux postes de responsabilité et de direction, dans le domaine politique et dans la fonction publique. Nous avons besoin non pas d'un petit nombre de femmes dont le nom restera dans l'histoire, mais bien d'une masse critique qui modifiera la situation à tous les niveaux.

Par ailleurs, au cours de la dernière décennie, certaines lois discriminatoires à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne le viol et autres actes avilissants, ont été modifiées.

Le Gouvernement ougandais a également pris des mesures visant à intégrer les questions relatives à la condition de la femme dans l'ensemble des processus de développement. Cette stratégie d'intégration se poursuit sur deux plans : sur le plan national, grâce au plan directeur national concernant la condition de la femme, et sur le plan sectoriel, grâce à une politique sectorielle soucieuse d'égalité entre les sexes. À ces deux niveaux, le Gouvernement élabore des directives pour le recentrage de la question de la condition de la femme, procède à des examens de politique générale et propose des formations à l'analyse des distinctions fondées sur le sexe.

Ces interventions ont pour but de créer un cadre qui permette aux structures gouvernementales et à tous ceux qui participent au développement d'intégrer les questions de parité entre les sexes dans leurs programmes et politiques.

L'Ouganda a créé des assemblées locales composées uniquement de femmes. Ces "conseils" permettent aux femmes de s'exprimer et de se mobiliser au niveau de la collectivité, mais aussi jusqu'au niveau national, pour participer aux affaires publiques.

Le monde entier attend avec impatience les résultats de cette conférence; celle-ci, qui a donné à la communauté internationale l'occasion de réfléchir sur les succès qu'elle a remportés et les échecs qu'elle a connus dans ses tentatives pour améliorer la condition de la femme, doit aussi tenter d'apporter des solutions.

Le véritable travail consiste à traduire le Programme d'action en mesures concrètes qui modifieront de façon tangible la situation de toutes les femmes, à tous les niveaux. Nous devons continuer à "materniser" sur le plan mondial tout en agissant sur le plan local.

Le domaine où il est le plus pressant d'agir est celui de l'alphabétisation fonctionnelle des femmes des pays en développement. Pour faire disparaître l'analphabétisme féminin, et donner aux femmes les compétences nécessaires pour survivre dans ce monde de concurrence, nous devons veiller à ce que les filles reçoivent un enseignement adéquat.

Nous devons demander que les femmes handicapées et celles qui appartiennent à des minorités ethniques ou religieuses bénéficient de mesures spéciales.

Toutes ces interventions ont un prix. Les femmes doivent disposer de moyens financiers, mais ceux-ci resteront illusoires tant que nous nous contenterons de micro-projets axés sur de petits groupes de femmes. Le pouvoir, c'est l'argent.

Nul n'ignore qu'aux niveaux international, régional et national, la puissance économique est la clef du pouvoir.

L'émancipation économique des femmes rétablira l'équilibre des forces jusque dans les foyers, et elle pourrait être la recette de la paix.

Puisqu'il est clair que le pouvoir décisionnel découle de la puissance économique, nous devons instituer des mécanismes financiers régionaux dont des institutions nationales tireront les ressources nécessaires pour financer des projets économiques menés par des femmes.

Plutôt que de paroles, c'est d'actes dont nous avons besoin. Nous devons cesser de nous bercer d'illusions et de croire que le pouvoir arrive toujours sur un plateau d'argent. Nous ne devons pas sous-estimer le pouvoir politique que confère aux femmes le droit de vote. "Eyesitukidde, tanywa matabangufu. Mwene Nkovu, namanha bwesiigha".

Pour mettre fin à nos malheurs, nous devons voter pour des femmes et des hommes compétents et soucieux d'égalité entre les sexes. Alors, nous pourrons cesser de demander la charité.

Déclaration de Mme Nguyen Thi Binh, Vice-Présidente du Viet Nam

Je tiens tout d'abord à dire la joie que j'ai à me joindre aux milliers de femmes venues à Beijing dans leur quête pour l'égalité, le développement et la paix. Je salue tout particulièrement les efforts immenses déployés par la République populaire de Chine pour rendre possible la tenue de notre importante conférence et du vaste forum des organisations non gouvernementales. Je voudrais remercier sincèrement le Gouvernement chinois pour son invitation et pour sa chaleureuse hospitalité. Pour ce dernier rassemblement mondial des femmes du XXe siècle, tâchons ensemble de poser les jalons qui nous mèneront vers un XXIe siècle plus pacifique, plus juste et plus prospère, et répondons à l'appel des Nations Unies en son cinquantenaire : "Uni(e)s pour un monde meilleur" – meilleur pour les femmes tout comme pour l'ensemble du genre humain.

Mon pays, le Viet Nam, n'est que trop connu pour son odyssée tumultueuse et douloureuse à travers les décennies de guerres qui ont ravagé notre terre déjà pauvre et laissé des millions de veuves, d'orphelins, d'invalides et de disparus. Au sein de leur peuple, les femmes du Viet Nam ont été forgées au creuset d'après-épreuves et de multiples vicissitudes qui ont cristallisé leur exceptionnelle capacité d'endurance et de persévérance, leur aptitude à survivre et perdurer dans toute leur identité à travers les tempêtes, tels les bambous du Viet Nam, qui se courbent sous le vent mais ne cassent pas et se redressent ensuite, droits et fiers comme avant.

On ne saurait toutefois expliquer ce que nous avons fait dans le passé, aux côtés de nos hommes et avec eux, sans souligner l'autre force que les femmes du Viet Nam ont puisée de leur passé singulier, à savoir une remarquable aptitude à prendre en main leurs propres destinées, à faire preuve d'initiative et de créativité en toutes circonstances, même les plus difficiles.

Mais les observateurs s'accordent à reconnaître que le peuple vietnamien, hommes et femmes, tout en restant solidement amarré à son passé, se tourne surtout vers l'avenir. Aujourd'hui, les femmes du Viet Nam s'attellent à la tâche pour assurer le redressement et le développement de leur pays. Elles mettent au service de cette oeuvre les deux qualités majeures dont elles avaient déjà fait montre du temps de la guerre, à savoir l'endurance et la persévérance ainsi que la détermination de bâtir leur propre destin. Aussi sont-elles partie prenante et agent actif du processus de réforme et de renouveau qui permet au Viet Nam de surmonter pas à pas les séquelles de la guerre et de sortir progressivement de son état de pauvreté pour s'intégrer au monde extérieur.

Je tiens néanmoins à exprimer ma conviction, tirée de mon expérience de Ministre de l'éducation et de la formation, et corroborée par de nombreuses conférences et symposiums et diverses études et enquêtes au niveau national tout comme régional et international, que ces deux atouts de la femme vietnamienne ne peuvent être totalement mis en valeur sans le catalyseur puissant et multiplicateur de l'éducation. Il nous faut donc miser sur l'éducation des femmes et surtout des filles. Je suis intimement persuadée que les femmes du Viet Nam, une fois dotées du savoir et du savoir-faire, se placeront d'elles-mêmes au coeur du développement socio-économique de leur pays et seront à même de contribuer fièrement, au sein de leur nation, à bâtir des lendemains qui chantent pour le Viet Nam.

Telles sont quelques réflexions, venues du coeur, que je voulais partager avec vous. Je voudrais également saisir cette heureuse occasion pour réitérer aux ami(e)s d'hier et d'aujourd'hui la sincère gratitude du peuple et des femmes du Viet Nam pour leur amitié, leur soutien et leur assistance.

Annexe III

ALLOCUTIONS DE CLÔTURE

Discours de Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies\*

Bien que je ne puisse être parmi vous aujourd'hui, j'ai suivi avec la plus grande attention le déroulement des travaux de la Conférence. De New York, où je me trouve, je vous adresse à tous – délégués, représentants d'organisations non gouvernementales et fonctionnaires du Secrétariat – toutes mes félicitations.

La République populaire de Chine mérite notre gratitude à tous. Elle a accueilli l'une des plus grandes conférences qui aient jamais eu lieu dans le monde, avec quelque 17 000 participants, dont 6 000 délégués de 189 pays, plus de 4 000 représentants d'organisations non gouvernementales accréditées, un très grand nombre de fonctionnaires internationaux et environ 4 000 journalistes. Plus de 30 000 personnes ont également participé au Forum des ONG. Merci à la Chine d'avoir accueilli le monde entier.

Mes remerciements vont tout particulièrement à la Présidente de la Conférence, Mme Chen Muhua. Chacune de mes rencontres avec Mme Chen, au Caire puis à Beijing, a renforcé mon admiration pour son efficacité tranquille et son aptitude à résoudre les problèmes avant même qu'ils ne se posent. Madame, vous êtes le modèle de la femme énergique et dévouée à la cause, grâce à laquelle la Conférence jouira d'un succès et d'une influence durables.

Je remercie la Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Mme Gertrude Mongella, qui en a été la force vive. Durant les journées difficiles des réunions préparatoires, ainsi qu'au cours des négociations avec les délégations des divers pays, Mme Mongella, grâce à son attachement à la cause des femmes et à son expérience de négociatrice, a fait en sorte que le monde soit à l'écoute de Beijing. Je suis convaincu qu'elle ne cessera d'être dévouée à cette cause alors qu'il va maintenant falloir appliquer les décisions adoptées à Beijing.

L'élan acquis à Beijing doit maintenant se traduire en actes concrets. Nous devons tous veiller à ce que les décisions adoptées ici changent le monde.

Les engagements pris à Beijing ne sont pas seulement le résultat de négociations diplomatiques. Ils sont étayés par la puissance et l'organisation du mouvement féminin. Tout l'ensemble de conférences et de sommets mondiaux a été modelé par l'influence croissante, la passion et la conviction intellectuelle de ce mouvement.

À Rio, à Vienne, au Caire et à Copenhague, l'accent a été mis sur l'importance des questions liées à l'amélioration de la condition de la femme.

---

\* Prononcé au nom du Secrétaire général par son Représentant spécial.

Chacune de ces conférences mondiales a permis de reconnaître, avec une force accrue :

- Que les femmes jouent un rôle crucial dans le développement durable et la protection de l'environnement;
- Que les droits fondamentaux de la femme font partie intégrante des droits universels et qu'ils en constituent un élément inaliénable et indivisible;
- Que la violence contre les femmes est une violation intolérable de ces droits;
- Que les services de santé, les soins maternels et la planification familiale, ainsi que l'accès à l'éducation et à l'information, sont essentiels pour que les femmes exercent leurs droits fondamentaux.

Le mouvement féminin a dans l'Organisation des Nations Unies un allié indéfectible. Depuis l'appel à la pleine égalité des hommes et des femmes lancé dans la Charte, l'Organisation s'est associée à ce mouvement pour atteindre l'objectif fixé par ses fondateurs. La Commission de la condition de la femme a été l'un des premiers organes créés par l'Organisation après sa fondation. Ces 20 dernières années, les conférences mondiales sur les femmes qui se sont tenues à Mexico, à Copenhague et à Nairobi ont contribué au renforcement progressif du rôle de la femme dans les domaines juridique, économique, social et politique. En 1979, l'Assemblée générale a adopté la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a marqué une étape décisive.

Le mouvement vers l'égalité des sexes dans le monde entier a constitué l'un des événements cruciaux de notre époque. Je suis fier et honoré que l'Organisation des Nations Unies en ait fait partie.

Malgré les progrès accomplis, il reste toutefois énormément à faire. Bien que les femmes aient sensiblement avancé dans bien des sociétés, leurs préoccupations sont encore presque partout reléguées au second plan. Les femmes se heurtent à la discrimination et à la marginalisation d'une manière aussi bien flagrante que détournée. Elles ne reçoivent pas une part égale des fruits de la production. Elles constituent 70 % des pauvres de la planète.

À l'entrée du Forum des ONG à Huairou, une inscription nous engage à "regarder le monde avec les yeux des femmes". Durant ces deux dernières semaines, c'est ce que le monde a fait. Nous avons vu que, malgré les progrès accomplis depuis la première Conférence mondiale sur les femmes, il y a 20 ans, les femmes et les hommes continuent de vivre dans l'inégalité. Des disparités entre les sexes et des inégalités inacceptables persistent dans tous les pays. En 1995, il n'existe dans le monde aucun pays où les hommes et les femmes jouissent de l'égalité complète.

Le message de la Conférence est que les problèmes des femmes sont universels. Des attitudes et des pratiques profondément ancrées perpétuent l'inégalité et la discrimination à l'égard des femmes, dans la vie publique

comme dans la vie privée, chaque jour et partout dans le monde. En même temps, un consensus s'est dégagé sur le fait que l'égalité des chances pour tous est essentielle pour édifier des sociétés justes et démocratiques au XXI<sup>e</sup> siècle. Les liens fondamentaux entre les trois objectifs de la Conférence – égalité, développement et paix – sont maintenant reconnus par tous.

Le Programme d'action est né d'un processus préparatoire qui n'a pas d'égal dans l'histoire du point de vue de l'effort participatif et de l'absence d'exclusive. Jamais auparavant autant de femmes, représentant aussi bien les gouvernements que les organisations non gouvernementales, ne se sont rassemblées pour mettre en commun leur expérience et définir le chemin à suivre. C'est à l'ONU que nous devons d'avoir fait de l'égalité des sexes une priorité de la communauté internationale. Ce sont les femmes du monde entier qui ont été la force motrice de son action.

Le Programme d'action est un plan de travail qui contribuera puissamment à la responsabilisation des femmes. Il demande que l'on tienne compte des sexospécificités dans tous les programmes et politiques et porte essentiellement sur les mesures concrètes à prendre pour s'attaquer aux questions qui préoccupent le monde entier. Il doit nous servir de guide et de point de référence constant. Je demande donc qu'il soit largement diffusé sur les plans mondial, régional et local. Il faut suivre activement la réalisation des buts et objectifs fixés et l'application des mesures prévues. C'est un instrument qu'il faudra encore renforcer, au besoin, pour prendre en compte les faits nouveaux au fur et à mesure qu'ils apparaissent.

Le Programme d'action appelle à mener une action concrète, après la Conférence de Beijing :

- Pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux des femmes et des petites filles, qui font partie intégrante des droits de l'homme universels;
- Pour éliminer le fardeau persistant, et même croissant, de la pauvreté qui pèse sur les femmes;
- Pour supprimer les obstacles qui s'opposent à la pleine participation des femmes à la vie publique et à la prise de décisions à tous les niveaux, y compris au sein de la famille;
- Pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes;
- Pour veiller à ce que les petites filles et les femmes aient les mêmes possibilités d'accès à l'éducation et aux services de santé;
- Pour promouvoir l'autonomie économique des femmes et faire en sorte qu'elles aient accès aux ressources productives; et
- Pour encourager un partage équitable des responsabilités familiales.

Le Programme d'action confie de lourdes responsabilités aux organismes des Nations Unies. Il leur demande de jouer un rôle clef de suivi, d'exécution et

de contrôle. Il exige par là même des Nations Unies qu'elles s'engagent et qu'elles mobilisent leurs capacités. En tant que Secrétaire général, c'est là un défi que je relève. Je veillerai à ce que les recommandations qui me sont adressées soient appliquées rapidement et efficacement. J'entends que l'Organisation tienne compte des sexes dans tous les aspects de ses travaux. Je m'emploierai avec mes collègues, les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des programmes et fonds des Nations Unies, à mener une action coordonnée à l'échelle du système, qui intègre le suivi de cette conférence à celui d'autres conférences mondiales. Je tiendrai en outre les États Membres régulièrement informés des progrès réalisés.

Les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies ont exprimé leur volonté de faire de la promotion de la femme au sein des secrétariats du système une priorité de leur politique. Ils se sont tous engagés à mettre au point des politiques et des mécanismes de contrôle précis pour améliorer la situation des femmes et, plus particulièrement, pour accroître le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité et de décision.

Le système des Nations Unies s'active déjà sur un grand nombre de fronts qui seront d'une importance critique pour l'exécution du Programme d'action. Renverser la tendance à la féminisation de la pauvreté, élever le niveau d'éducation et de santé des femmes et des filles, accroître la protection juridique des femmes au foyer, mieux protéger les femmes en temps de guerre, voilà nos priorités!

Je demande à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'aux conventions collectives, en particulier la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Convention sur les droits de l'enfant, ou de ratifier ces instruments.

En conclusion, je dirai un mot des institutions de la société civile qui ont joué un si grand rôle dans la préparation de cette conférence. Depuis que j'ai pris mes fonctions de Secrétaire général, j'ai souvent parlé de l'évolution de la société civile et de son importance pour le progrès économique, culturel et démocratique. En instituant des mécanismes plus efficaces pour assurer un partenariat entre les gouvernements et la société civile, on contribuera nettement à l'application des politiques et des mesures prévues dans le Programme d'action. Les Nations Unies intensifieront les relations de travail et les liens étroits qu'elles ont déjà sur les plans mondial et national avec la communauté des ONG. Elles seront prêtes à épauler les gouvernements dans leurs efforts pour appuyer et renforcer les institutions de la société civile.

Dans quelques semaines, les dirigeants du monde entier se réuniront au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour un sommet des chefs d'État et de gouvernement. C'est là qu'ils célébreront le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies.

Alors que le monde marque cet anniversaire, oeuvrons ensemble à faire une réalité de l'égalité de droits entre les hommes et les femmes proclamée dans la Charte.

Ouvrons ensemble à appliquer le Programme d'action adopté ici à Beijing.

Proclamons-le à la face du monde – et avec fierté : la responsabilisation des femmes est aussi la responsabilisation de l'humanité tout entière!

Déclaration de Mme Gertrude Mongella, Secrétaire générale  
de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Le moment étant venu pour moi de prendre la parole une dernière fois à l'issue des débats de cette conférence, la plus extraordinaire de toutes les conférences mondiales des Nations Unies, je ne puis m'empêcher de pousser un profond soupir de soulagement. Soulagement, non pas de ce que les nombreuses réunions, consultations et manifestations liées à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes soient officiellement closes, mais soulagement et bonheur d'avoir réussi – car nous avons réussi! Nous sommes arrivés à transcender les complexités de l'histoire et des cultures comme des disparités et diversités socio-économiques; nous avons entretenu le feu de notre vision et de notre ambition communes : égalité, développement et paix. Dans un certain nombre de domaines, nous avons considérablement élargi les horizons des conférences précédentes. Enfin, nous avons réussi à mettre au point un document de consensus – le Plan d'action –, et ce grâce au dur travail, à l'esprit de coopération, au dévouement et à la détermination des gouvernements et autres groupes représentés ici.

C'est un sentiment merveilleux. Je suis sûre que nous savourons tous ce moment, pour lequel nous avons tous oeuvré assidûment à tous les niveaux. Nous avons tous apporté notre contribution afin de pouvoir célébrer ensemble aujourd'hui notre succès commun dans le même esprit de solidarité qui a guidé nos activités et nos décisions jusques et y compris la Conférence de Beijing. Chacun d'entre nous sans exception a contribué de son temps, de son énergie et de sa vision à l'effort qui nous a permis à tous d'arriver à ce point critique de l'histoire de l'humanité. Je vous remercie tous sincèrement.

Je ne trouve pas les mots qui conviennent pour remercier nos hôtes, le Gouvernement et le peuple chinois, de l'infrastructure matérielle qu'ils ont mise à notre disposition, de l'appui moral et amical qu'ils nous ont prodigué afin que nous nous sentions chez nous ici, des efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'assurer notre sécurité et notre protection et enfin des nombreux divertissements et manifestations spectaculaires organisés à l'intention des participants tant au Forum d'ONG qu'à la Conférence. Merci. Nous en sommes particulièrement reconnaissants au Comité chinois d'organisation et à la Fédération des femmes de Chine ainsi qu'à tous les volontaires, qui se sont employés avec dévouement à assurer l'harmonieuse coordination de tous les arrangements préparatoires.

Le Forum d'ONG sur les femmes qui s'est tenu du 30 août au 8 septembre 1995 pour amener hommes et femmes à contester ensemble les structures et processus mondiaux à tous les niveaux, à les transformer et à en créer de nouveaux par l'émancipation et la célébration des femmes, a rassemblé plus de 25 000 femmes, hommes et jeunes qui ont examiné dans le cadre d'ateliers, de colloques et d'autres consultations divers aspects des domaines d'intérêt touchant la vie même des femmes. Certains de ces débats ont été animés, ce qui témoigne des divergences de vues qui s'y sont fait jour et de la difficulté de parvenir à un consensus. Mais avons-nous connaissance d'une seule conférence où l'on n'ait pas observé ces débats passionnés?

La célébration du travail de la femme sous tous ses aspects qui s'est déroulée à Huairou a aidé à resserrer les liens et la coordination entre les femmes des quatre coins de la planète. Je remercie les organisateurs du Forum d'ONG de 1995 de leur dynamisme, de leur dévouement et de leur appui.

Je remercie le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, qui nous a rejoints dès les tout premiers débuts, de son appui et de la confiance qu'il a placée en moi. Je le remercie aussi de s'être engagé à prendre les mesures de suivi nécessaires afin de répondre aux aspirations de tant de femmes – et d'avoir donné suite à cet engagement.

Je saisis également cette occasion pour remercier sincèrement de leur appui indéfectible tous les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ainsi que leurs collègues d'autres institutions, organisations et organismes des Nations Unies, trop nombreux pour qu'on les énumère ici. Sans le dur labeur qu'ils ont accompli tout au long du processus préparatoire comme à Beijing même, la Conférence ne se serait pas déroulée d'une manière aussi ordonnée.

Je remercie et bénis les jeunes, qui sont restés à nos côtés tout au long de ce processus. C'est vous qui nous ferez aller de l'avant, grâce à votre créativité, votre courage, votre énergie et votre vision de l'avenir. En effet, comme je l'ai déjà dit, l'avenir est aux jeunes, ce qui leur donne un droit de regard sur les décisions prises à Beijing. C'est donc sur eux que nous nous appuyerons pour continuer la révolution!

Nous avons désormais notre plan d'action, qui devrait nous permettre de réaliser les changements attendus de nous. Nous devons beaucoup à Mme Chen Muhua, Présidente de la Conférence, qui en a conduit les travaux avec compétence; à Mme Patricia Licuanan, Présidente de la Grande Commission; à Mme Obaapanyin Nana Ama Yeboaa, Présidente du Groupe de travail I; à Mme Irène Freuedesnchuss-Reichl, Présidente du Groupe de travail II, ainsi qu'à tous ceux dont les efforts ont facilité le processus d'adoption de ce plan d'action. Nous sommes désormais dotés des mandats que nous avons travaillé à obtenir : ces mandats nous fondent à exiger le changement. On ne peut pas admettre que notre plan d'action, qui représente un consensus mondial en faveur du changement social, soit à présent mis au placard pour y prendre la poussière.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes est close, mais le véritable travail, celui qui consiste à transformer les paroles en actes, ne fait que commencer. Puisse l'esprit d'organisation et de quantification des objectifs qui a marqué la phase préparatoire de cette conférence devenir l'énergie qui en accélérera la mise en oeuvre. Puisse-t-on désormais tirer parti de la diversité des femmes pour en faire les plus grandes propagatrices de la prospérité plutôt que les plus grandes victimes de la pauvreté.

Nous avons fait un pas en avant décisif, irréversible; le point de non retour est atteint. Les fibres qui permettront de tisser un meilleur monde pour l'humanité sont là; agissons donc, et agissons maintenant. Si je ne veux pas mésestimer les problèmes dont risque de s'accompagner l'application du plan d'action, je crois fermement que si nous apportons tous notre pierre, si petite soit-elle, à l'édifice nous réussirons à rendre possible même l'impossible.

En effet, comme le disent nos hôtes chinois, un voyage de plusieurs milliers de kilomètres commence par un seul pas. Ce voyage ne se fera cependant pas sur de grandes autoroutes, à toute vitesse : il nous emmènera sans doute à travers mers et lacs, par monts et par vaux; il nous faudra de nombreuses années de pénible labeur et de sacrifices pour arriver au but. Peut-être devons-nous nous reposer un peu en chemin lorsque les choses deviendront difficiles, afin de reconstituer nos forces et de nous réorienter. La justice sociale exige que nous avancions. Même si nous nous écartons quelque peu de notre route, rien ne pourra renverser le cours de la révolution sociale amorcée.

Que Beijing soit le premier pas sur les milliers de kilomètres qu'il nous reste à parcourir pour parvenir à une véritable égalité, un véritable développement et une véritable paix dans le monde. Que Beijing nous serve de tremplin pour lancer notre croisade mondiale. Engageons-nous tous, comme nous n'avons cessé de le faire tout au long de ce processus, à apporter l'esprit et les espoirs de Beijing à toutes les femmes, à tous les hommes et à tous les jeunes de nos hameaux, villages, villes et cités, dans tous les pays du monde. Diffusez le plan d'action lorsque vous retournerez chez vous, dans votre pays, et faites passer d'une voix forte le message : agissons maintenant.

Le monde a les yeux sur nous. Le monde nous tiendra comptable de ce qu'il sera advenu des bonnes intentions et des décisions formulées à Beijing. Je vous commande donc de reformer les rangs, de vous armer de détermination et de vous mettre en marche. Veillons à porter au-delà de Beijing le flambeau qui a été allumé à Mexico et ranimé à Copenhague et Nairobi. Nul doute que nous parviendront à destination!

Déclaration de Mme Gro Harlem Brundtland,  
Premier Ministre de Norvège

Nous nous retrouvons ici à l'appel des milliards de femmes qui ont déjà vécu et des milliards de femmes qui vivront encore. Ce qu'il faut maintenant, c'est que la marée s'inverse : les femmes n'accepteront plus le rôle de citoyen de deuxième classe.

Notre génération doit répondre à cet appel. Certes, nous avons déjà progressé. Mais nous ne pouvons prendre encore la pleine mesure de notre succès. Celui-ci dépendra de notre volonté collective d'accomplir les promesses que nous avons faites.

Les idées exprimées ici – et ce que le monde en aura appris – façonneront de manière irrévocable l'opinion mondiale. On ne pourra passer sous silence l'épisode de Beijing.

Mais que retiendront les mémoires? Le zèle sécuritaire? La poigne des policiers? Les visas refusés? Oui, sans doute, mais de telles pratiques ne seront et ne pourront plus durer longtemps. Faisons aujourd'hui le compte de nos victoires stratégiques, et non de nos défaites tactiques. Ce que nous avons réussi à accomplir, c'est la libération de la vie des jeunes filles et des femmes.

Il nous faut maintenant poursuivre. L'histoire des luttes de libération nous enseigne que la vie, la liberté, l'égalité et l'espérance de l'avenir n'ont jamais été données en cadeau. Elles ont toujours été conquises.

Nous ne pouvons entretenir l'illusion que quelqu'un d'autre fera le nécessaire et instaurera l'égalité entre les hommes et les femmes. Les femmes, et les hommes qui collaborent avec elles, ceux qui ont compris, doivent lutter ensemble pour cette liberté.

Nous savons aujourd'hui que l'apport des femmes à l'économie est une part décisive de la croissance et du développement social. Nous savons que certains pays stagneront dans la pauvreté si les femmes restent sous le joug de l'oppression. Nous savons combien il en coûte de maintenir un apartheid des sexes.

Il n'y a pas aujourd'hui un seul pays dans le monde, pas un seul, où les femmes et les hommes aient des chances égales d'épanouissement. C'est pourquoi nous devons quitter Beijing et retourner dans les bidonvilles des mégapoles du tiers monde, aller chez les paysans aux marches des déserts africains et dans les villages indiens des forêts d'Amérique latine, rentrer chez nous pour y faire évoluer les valeurs et les attitudes. Mais il faudra aussi aller ailleurs : dans les conseils d'administration, dans les banlieues aisées d'Europe et d'Amérique du Nord, dans toutes les bourgades de chez nous, dans les cabinets de nos gouvernements, au Siège de l'ONU. C'est là qu'il faut que les choses changent. Au Nord comme au Sud.

Que faut-il faire pour répondre aux espoirs et aux aspirations des générations actuelles et des générations à venir? Non seulement les femmes

doivent devenir égales et libres de faire les choix qui déterminent leur propre vie, non seulement elles doivent avoir le droit, le droit formel et garanti, de façonner elles aussi leur société, mais elles doivent encore, et bien davantage, exercer ce droit. Le pouvoir des femmes est une force considérable. Les valeurs féminines sont une richesse considérable.

Il faut des femmes à tous les niveaux de l'administration et du gouvernement, dans les collectivités locales comme dans les instances nationales. Nous savons tous qu'il ne suffit pas que les femmes aient de l'expérience, qu'il faut aussi qu'elles soient éduquées, mais nous sommes encore loin d'un monde où cette certitude pourrait servir à quelque chose.

Je ne prendrai qu'un exemple dans le domaine politique : il y a dans le monde des cabinets, des gouvernements, des parlements où les femmes sont rares ou même totalement absentes. Une telle situation ne doit pas, ne peut pas durer davantage. Et si l'évolution vers une représentation politique plus proche des réalités est trop lente, c'est un effort délibéré de rattrapage qui obtiendra des résultats. Il l'a fait en Scandinavie.

Quand je suis devenue Premier Ministre, il y a 15 ans, cela a été pour beaucoup de Norvégiens un véritable choc culturel. Aujourd'hui, on entend des enfants de 4 ans demander à leur mère : "Est-ce qu'un homme peut aussi devenir Premier Ministre?"

Nous sommes en voie d'adopter un programme général d'action. Tous les éléments qu'il comporte seront de conséquence pour le changement. Mais permettez-moi d'évoquer quelques-uns de ses axes les plus importants.

Nous pensons toutes que l'éducation des femmes est indispensable. Le Rapport sur le développement humain de cette année le déclare sans ambages : les dividendes économiques de l'investissement dans l'éducation des femmes se comparent tout à fait à ceux de l'éducation des hommes. Mais le rendement social de l'éducation des femmes est bien supérieur à celui de l'éducation des hommes. La scolarisation des jeunes filles est une clef du développement.

Nous avons eu un débat difficile sur le point de savoir comment la Conférence devait définir les droits fondamentaux de la femme. Comme s'il pouvait y avoir une série de droits fondamentaux pour l'homme et une autre, plus restreinte, pour la femme. J'ai même entendu cette réflexion de la part d'un pays que je ne nommerai pas : "En fait, l'Occident cherche à imposer son modèle culturel comme modèle international". C'est faux : aujourd'hui, la plupart des pays défendent avec force leur propre culture; et l'on respecte, et l'on comprend mieux que jamais, la valeur des autres cultures et des autres religions.

Mais la véritable question n'est pas là. Il y a des limites aux pratiques que les pays peuvent espérer voir accepter, ou approuver, par la communauté internationale, même lorsque ces pratiques ont de profondes racines culturelles. C'est là qu'interviennent les droits de l'homme.

La violence contre les femmes, y compris la violence au foyer, peut être considérée comme faisant partie du "modèle culturel" de beaucoup de pays, le

mien compris. Nous recevons beaucoup trop de dossiers atterrants sur les femmes battues. Il est clair que la violence et la coercition doivent aussi disparaître de la sphère de la vie conjugale. C'est à juste titre que notre conférence a bien mis en lumière ce que les droits de l'homme, tels qu'ils existent déjà, devaient signifier sur le plan pratique.

L'État se transforme en complice si la violence dont les femmes font l'objet n'est considérée que comme une catégorie culturelle particulière, qui n'est donc du ressort ni de la justice ni la loi.

Il y a des taches rouges sur la carte mondiale des filles maltraitées. Car la mutilation génitale n'est pas autre chose que des mauvais traitements. Elle ne devient pas sacro-sainte, elle ne transcende pas le politique du simple fait qu'on peut prétendre la ramener à un "modèle culturel".

Nous ne connaissons que trop la discrimination terrible dont les filles font l'objet, même avant leur naissance. Nous n'en voulons pour preuves que l'illustration tragique que l'on qualifie en termes voilés de "sélection sexuelle prénatale", et que la négligence dont meurent les filles nouveau-nées.

Ces pratiques ont souvent des racines anciennes. Mais elles sont le fait de gens qui vivent aujourd'hui. Pourquoi y a-t-il dans certains pays un nombre de garçons si étonnamment supérieur à celui des filles? La question ne met peut-être pas très à l'aise les pouvoirs publics qui n'encouragent pas de tels crimes. Mais nous serons tous coupables si nous fermons les yeux.

Pourquoi la petite fille reçoit-elle une alimentation moins abondante et moins bonne que ses frères? Pourquoi reçoit-elle moins de soins, va-t-elle moins à l'école? Pourquoi est-elle soumise à l'horrible tradition de l'exploitation sexuelle?

Des attitudes enracinées, séculaires, ne changent pas facilement, mais celles que je viens de mentionner doivent évoluer. Il faut pour cela une action énergique des gouvernements, des groupes religieux et des organisations non gouvernementales et privées.

L'égalité dans la famille est à l'avantage des hommes comme des femmes et des enfants. Prétendre comme on l'a fait que notre conférence est contre la maternité et la famille est tout simplement absurde.

Nous savons aujourd'hui que la pauvreté n'est pas la même pour les deux sexes. Et qu'elle fait même de plus en plus de différence entre les hommes et les femmes.

Le mythe selon lequel les hommes pourvoient aux besoins économiques et les femmes sont essentiellement des mères qui s'occupent du ménage et des enfants est maintenant très largement battu en brèche. C'est un modèle familial qui n'a jamais été la norme, si ce n'est dans un certain milieu de la classe moyenne.

Les femmes ont toujours travaillé, dans toutes les sociétés et à toutes les époques. En règle générale, elles travaillent plus durement que les hommes et, en règle générale, elles le font sans salaire ni reconnaissance. Leur apport

est indispensable aux économies nationales et aux familles elles-mêmes, où elles sont des nourricières souvent bien meilleures que les hommes.

Selon les statistiques, les sociétés ont souvent maintenu les femmes dans une situation objective d'égle concurrence. Et l'on voit ainsi des femmes qui consacrent des journées de 10 à 12 heures à l'agriculture de subsistance classées "ménagères" dans les recensements nationaux.

Le fait de ne pas tenir compte de la part des femmes dans l'économie a des effets dommageables encore plus graves. Souvent, les femmes ne peuvent même pas obtenir les modestes prêts qui leur permettraient d'être indépendantes et plus productives. Dans beaucoup de pays, elles n'ont rien, elles n'héritent rien, et ne peuvent rien offrir en garantie. Et, brochant sur le tout, la loi souvent se prononce contre elles.

Les femmes n'auront pas plus de pouvoir par le simple fait qu'elles l'auront voulu, mais parce que l'on aura changé la loi, fait circuler l'information et réaffecté les ressources.

Les ministres des finances et les ministres de la planification pourront regretter amèrement leurs méthodes anciennes devant ce qu'une conférence a à dire sur le rôle économique des femmes. Libérer les femmes du joug de la pauvreté n'est pas une simple question de justice, c'est une question de croissance économique rationnelle et d'amélioration du sort de tous. Il est grand temps que nous introduisions une différenciation sexuelle dans les budgets de l'État et dans ses plans de développement.

Le principe 20/20 est une initiative prometteuse. Elle exige un engagement mutuel, la solidarité de la communauté internationale et la prise en charge par les gouvernements de la nécessité d'assurer les services sociaux de base. Il est impossible de répondre aux aspirations de nos peuples, ni d'accomplir nos promesses si 20 % au moins des budgets publics ne sont pas affectés aux services sociaux de base. Et cette proportion de 20 % doit être répartie en fonction des sexes.

Nous avons appris une leçon à la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'est tenue au Caire en 1994. L'amélioration de la condition féminine et une planification familiale bien conduite sont les clefs de l'abaissement des taux de fécondité. Le dangereux système "trop d'enfants, trop tôt, trop tard et trop souvent" est aussi dangereux pour la survie des bébés et des enfants. Il n'est pas moral de condamner les femmes à une vie d'épuisement et de perpétuelle gestation. Si les appels à la justice en faveur des femmes n'ont pas eu d'écho, peut-être la rationalité économique et la nécessité démographique en auront-elles?

Nous avons heureusement réussi à endiguer les vagues qui menaçaient le consensus du Caire. Mais ici à Beijing nous avons fait bien mieux que défendre simplement nos réussites d'antan. Lorsque j'ai dit au Caire que nous devrions au minimum dépénaliser l'acte des femmes qui n'ont pas trouvé d'autre solution que de se faire avorter, j'ai provoqué un tollé. Je ne comprends pas pourquoi, à Beijing encore, ceux qui plaident avec tant d'éloquence en faveur de ce que beaucoup d'entre nous désirent – une société attentive où toute femme peut avoir

sans danger ses enfants – soutiennent avec tant de véhémence qu'une telle décision, si tragiquement pénible, doit faire l'objet de poursuites.

Nous devrions consacrer notre attention à la souffrance humaine, et non aux récriminations élevées contre les plus faibles et les plus vulnérables.

Un garçon et une fille naissent à chaque seconde dans ce monde disparate et inégal. Ils méritent l'un et l'autre qu'on les aime et qu'on les entoure d'affection, qu'on leur offre un avenir et l'occasion de le réaliser. Il n'y a pas de confiance plus profonde et moins d'arrière-pensée que dans le regard d'un nouveau-né, fille ou garçon. C'est de ce point de départ privilégié que nous devons partir pour nous rendre dignes de ce qu'il y a dans ces yeux-là.

Déclaration de Mme Chen Muhua, Présidente de la  
quatrième Conférence sur les femmes

Il y a deux semaines, quand j'ai été élue à l'unanimité à la présidence de notre conférence, j'ai profondément ressenti l'honneur qui m'était fait, mais aussi l'extraordinaire importance des responsabilités qui m'incombaient. Mais ce que je ressens aujourd'hui, c'est un vif plaisir parce que le travail que nous avons durement mené ces deux dernières semaines et tout ce que nous avons fait ensemble ont permis à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes d'être un extraordinaire succès, maintenant triomphalement arrivé à son terme.

Les femmes du monde entier ont suivi de très près ce qui se passait à la Conférence et tous les peuples du monde ont placé en elles d'extraordinaires espérances. Je pense pouvoir dire que nous ne les aurons pas déçus.

Le succès de la Conférence montre que le relèvement de la condition féminine non seulement donne aux femmes de meilleurs moyens de s'exprimer, mais est aussi une exigence du temps présent : il est l'espoir commun de toute l'humanité.

Le succès de la Conférence est une illustration de la volonté politique et de la détermination commune des gouvernements du monde et de la communauté internationale en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'équité, du développement et de la paix.

Le succès de la Conférence est le résultat de l'étroite collaboration et de l'effort commun de tous ceux qui y ont participé. La Déclaration de Beijing et le Programme d'action sont la consécration de tout ce pourquoi nous avons si durement travaillé.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes sera considérée dans le monde entier comme une conférence des Nations Unies d'une ampleur sans précédent mais parfaitement organisée et comme une date dans les annales du mouvement féministe mondial. Elle donnera assurément une impulsion puissante aux efforts que fait l'ONU pour promouvoir l'égalité des sexes et le développement social. Comme les documents adoptés aux trois conférences précédentes, la Déclaration de Beijing et le Programme d'action adoptés ici serviront d'orientation aux gouvernements et à la communauté internationale qui cherchent à instaurer l'égalité entre les sexes et, comme l'ont fait les récentes conférences des Nations Unies sur l'environnement et le développement, sur la population et sur le développement social, ils deviendront les documents clefs du développement social dans le monde.

Dans l'exercice de mes fonctions de Présidente de la Conférence, j'ai eu le bénéfice du soutien actif et de la collaboration étroite des autres membres du Bureau, de ceux de la Grande Commission, de toutes les délégations, du Secrétariat de l'ONU et de tous les participants, sans compter celle des organisations non gouvernementales. Je tiens à exprimer à tous ma plus sincère gratitude.

Ne laissons pas retomber cet esprit de solidarité et de coopération et redoublons d'efforts pour faire avancer la cause des femmes dans le monde entier. Quand notre conférence sera terminée, nous devons adopter des mesures réellement efficaces, transformer nos résolutions en actes et faire une réalité de ce qui n'est qu'un potentiel. Joignons nos mains pour instaurer l'égalité, le développement et la paix, pour assurer le bonheur des générations à venir et travailler ensemble à faire du XXI<sup>e</sup> siècle une ère meilleure.

Annexe IV

DÉCLARATION DE LA PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE CONCERNANT  
LE SENS GÉNÉRAL DU TERME "GENDER"

1. À la 19e séance de la Commission de la condition de la femme, siégeant en sa qualité d'organe préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la question du sens que l'on donnait au terme "gender" dans le contexte du Programme d'action de la Conférence a été posée. Afin d'examiner cette question, la Commission a décidé de créer un groupe de contact informel à New York, qui serait présidé par le Rapporteur de la Commission, Mme Selma Ashipala, représentante de la Namibie. La Commission a demandé au groupe de contact de s'entendre sur le sens général du terme "gender" dans le contexte du Programme d'action et de faire rapport directement à la Conférence, à Beijing.
2. Après un examen approfondi, le groupe de contact a noté : 1) que le terme "gender" était couramment employé dans son sens ordinaire, conformément à l'usage généralement admis dans de nombreuses autres instances et conférences des Nations Unies; 2) qu'il n'y avait aucune raison de supposer que le terme "gender" ait un sens ou une connotation s'écartant de cet usage dans le Programme d'action.
3. En conséquence, le groupe de contact a réaffirmé que le terme "gender", tel qu'il était employé dans le Programme d'action, devait être entendu et interprété dans son sens ordinaire, conformément à l'usage généralement admis. Il a également convenu que la Présidente de la Conférence devrait donner lecture du présent rapport en tant que déclaration de la Présidente, et que cette déclaration serait incorporée au rapport final de la Conférence.

-----